



LES MARCHÉS				
CDNX				
Composé	3186,38	30,74		
Variation du jour	0,97%	An 14,38%		
TORONTO				
TSE 300	9306,19	37,35		
Variation du jour	0,40%	An 9,41%		
NEW YORK				
Dow Jones	10646,97	-2,84		
Variation du jour	-0,03%	An -3,47%		
S&P 500	1364,30	3,90		
Variation du jour	0,29%	An -3,24%		
NASDAQ	2859,15	18,76		
Variation du jour	0,66%	An -31,39%		
DOLLAR CAN	66,10	€US -0,08		
Variation du jour	-0,12%	An -5,02%		
DOLLAR CAN	71,68	€EURO 1,08		
Variation du jour	1,53%	An 3,12%		
OR	264,30	\$US -1,80		
Variation du jour	-0,68%	An -7,68%		
PÉTROLE	27,07	\$US 0,00		
Variation du jour	0,00%	An -0,15%		

Près de 700 millions en commandes pour Bombardier

SILVIA GALIPEAU

BELLE JOURNÉE pour Bombardier hier. La société a rafflé deux gros contrats totalisant près de 700 millions de dollars : une commande de 350 voitures pour le métro de New York, et une autre de 52 véhicules automoteurs pour le transport ferroviaire en Allemagne.

Bombardier Transport a reçu hier un premier contrat évalué à 625,4 millions pour la fabrication de 350 voitures de métro, de la part du Conseil d'administration de la Metropolitan Transportation Authority/New York Transit (MTA/NYCT).

« Cette commande importante illustre la qualité du partenariat que nous avons bâti avec la NYCT au cours des dernières années. Nous apprécions la confiance que nous témoigne la régie de transport MTA/NYCT et nous sommes fiers de contribuer à la modernisation de la flotte de l'un des plus grands réseaux de métro au monde », a affirmé Jacques Laparé, président de la division du transport en commun pour l'Amérique du Nord chez Bombardier Transport, par voie de communiqué publié hier.

En 1997, Bombardier Transport avait déjà reçu une première commande pour la conception, la fabrication et la livraison de 680 voitures, avec une option d'acheter 200 autres voitures. Hier, le NYCT/NYTA a donc officiellement commandé ces 200 voitures en option, en plus de 150 voitures supplémentaires. Ce nouveau contrat porte la commande à 1030 voitures, pour une valeur totale de 1,9 milliard de dollars.

Les voitures seront fabriquées aux usines de Bombardier de La Pocatière, au Québec, ainsi que de Plattsburg et d'Auburn, aux États-Unis. Aucun emploi ne sera créé pour réaliser la commande.

Voir BOMBARDIER en D2

ÉCONOMIE

Alcan transforme l'aluminium en or

Page 2

SR Telecom licencie 125 salariés

Page 3

La glace est mince sous les patins CCM

RICHARD DUPAUL

La société montréalaise The Hockey Company, le fabricant des bâtons et des équipements de hockey CCM et Koho entre autres, est menacée de mise en échec par ses créanciers, si elle ne réussit pas à s'entendre sur le refinancement de dettes totalisant plus de 200 millions de dollars, dont un prêt de 136 millions avec la Caisse de dépôt et placement du Québec. Les discussions durent depuis plusieurs semaines, mais aucun accord n'a été conclu malgré les reports d'échéance.

Hockey Co., anciennement SLM International (qui avait frôlé la faillite il y a cinq ans), a par ailleurs annoncé hier une restructuration de ses activités, qui prévoit notamment l'abolition de 35 postes administratifs et la fermeture en avril de trois centres de distribution au Vermont et en Ontario, révèle un mémo interne dont *La Presse* a obtenu copie.

De plus, le président et chef de la direction de Hockey Co., Gerald Wasserman, quitte son poste après un mandat de cinq ans et devient président du conseil. La société commence dès maintenant à lui chercher un remplaçant.

Hockey Co. emploie quelque 1750 employés et exploite huit usines au Canada et en Europe, dont cinq au Québec. Mais aucune fermeture d'usine, ni licenciements additionnels ne sont prévus pour le moment, soutient un responsable de la société qui a requis l'anonymat.

Cependant, d'autres changements pourraient être apportés dans l'avenir, dit-on à l'interne, pour permettre à Hockey Co. de réduire ses pertes, qui découlent en partie des liquidations massives de stocks invendus qui touchent l'industrie.

Une porte-parole de la Caisse, Lucie Frenière, a confirmé hier que les négociations se poursuivent entre Hockey Co. et une filiale de l'organisme, Capital d'Amérique CDPQ. Les parties négocient le refinancement d'un prêt de 135,8 millions, échu depuis novembre, mais qui a été renouvelé temporairement pour permettre aux discussions de se poursuivre.

Mme Frenière n'a pas voulu élaborer sur le contenu des négociations, ni sur une possible date butoir, mais elle soutient que « toutes les avenues » sont examinées.

Dans son mémo, Hockey Co. dit aussi être en pourparlers avec la firme General Electric Capital Corp. (GECC) pour la prolongation d'un prêt de 70 millions US, qui devait à l'origine être prolongé jusqu'en 2002, mais qui expire le 31 janvier prochain.



Photo PC

Hockey Co. explique que ses résultats sont attribuables à des ventes de patins plus faibles que prévu au Canada, et aux liquidations de stocks effectuées par ses concurrents. La rondelle ne peut pas toujours rouler pour les mêmes...

Dans les deux cas, la société espère en venir à un accord d'ici la mi-février.

Le vice-président aux finances de Hockey Co., Russell David, a refusé plus tôt cette semaine de discuter de la situation, mais il prétend que sa société « n'éprouve pas d'ennuis financiers » et que les ventes du groupe se portent bien.

Capital CDPQ avait consenti, en novembre 1998, un prêt à Hockey Co. pour lui permettre d'acheter Sports Holdings, le fabricant des équipements Jofa, Titan et Koho. La transaction d'environ 100 millions US permettait à Hockey Co. de devenir l'un des principaux fabricants d'équipements de hockey au monde avec le groupe montréalais Bauer Nike Hockey, une filiale à 100 % du géant américain Nike.

Hockey Co. est contrôlée par la firme new-yorkaise Wellspring Associates. La société n'a pas d'actions inscrites en Bourse, mais elle doit publier ses résultats à cause des droits de souscription qui avaient été émis après que la société

fut placée sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers en 1995.

La dernière déclaration « 10K » déposée à la SEC (Securities Exchange Commission) révèle que Hockey Co. a augmenté ses revenus de 6 %, à 147 millions, pour les neuf premiers mois de 2000, mais elle accuse une perte de 2,8 millions comparativement à un déficit de 900 000 \$ l'année précédente. (Les équipements de hockey CCM, incidemment, n'ont rien à voir avec les bicyclettes CCM fabriquées par le groupe québécois Procycle).

Hockey Co. y explique que ses résultats sont touchés par des ventes de patins plus faibles que prévu au Canada, et par les liquidations de stocks effectuées par ses concurrents. Cependant, des fabricants interrogés par *La Presse* affirment que Hockey Co. a elle-même fait des liquidations l'an dernier pour écouler des surplus de stocks après avoir surestimé la demande des amateurs de hockey.

« Il y a trop d'acteurs dans notre secteur. Le marché est stagnant au Canada, et seuls les États-Unis et l'Europe sont en croissance. Il va y avoir des rationalisations, c'est certain », prédit un fabricant.

Le président de la Banque Nationale rassure Bay Street à propos de Landry

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO — Le président de la Banque Nationale, André Bérard, a dû tenir des propos rassurants à propos de Bernard Landry au cours d'une conférence d'investisseurs hier à Toronto, qui réunissait les présidents des principales banques canadiennes.

Le matin même, tout le milieu financier de Toronto avait lu à la une des quotidiens les propos de Bernard Landry comparant le drapeau canadien à un « bout de chiffon rouge ». Ces propos ont été perçus comme un indice de la résurgence des ambitions souverainistes dans un gouvernement québécois dirigé par Bernard Landry.

Dans ce contexte, invité à faire le point sur la politique québécoise, André Bérard a fait état d'un « changement dramatique » provoqué par la démission de Lucien Bouchard. « Bernard Landry sera sûrement le prochain premier ministre du Québec. Il est plus à gauche (que M. Bouchard) et il sera plus volubile aussi en faveur de la séparation. Il utilisera aussi des mots et des phrases que son prédécesseur n'aurait sans doute pas utilisés », a dit M. Bérard.

L'économie et les affaires

Mais le président de la Banque Nationale a aussi voulu se faire rassurant devant cet audi-

toire influent d'investisseurs institutionnels et de gestionnaires de fonds réunis par la firme financière Merrill Lynch.

« Bernard Landry est plus à gauche que Lucien Bouchard mais, en même temps, nous sommes chanceux, il est quelqu'un qui comprend bien l'économie et les affaires. M. Landry sait, contrairement à la vraie gauche du Parti québécois, que, s'il veut survivre comme politicien, il doit maintenir un contexte favorable à la création de la richesse et d'investissements. »

« J'ai des relations très étroites avec les deux, même si je ne suis pas un séparatiste. Bernard Landry a besoin de moi comme j'ai besoin de lui, surtout que l'avenir de la Banque Nationale est très discuté ces temps-ci au Québec », a dit M. Bérard, en faisant allusion aux prochains changements à la loi fédérale des banques.

Cette future loi, attendue en mai ou juin prochain, préparera le terrain à une prise de contrôle à 65 % des banques de taille intermédiaire comme la Banque Nationale.

À ce propos, André Bérard a suggéré qu'un tel projet serait sans doute difficile à faire accepter par un gouvernement québécois dirigé par Bernard Landry.

Voir NATIONALE en D2



Photo PC

André Bérard, président de la Banque Nationale.

NATIONALE

Suite de la page D1

« Si nous voulions vendre la banque, même si ce n'est pas dans nos plans, nous aurions une négociation plus difficile avec Landry qu'avec Bouchard. »

En comparaison, les présidents des cinq grandes banques canadiennes présents à la conférence de Merrill Lynch ont semblé plutôt tièdes envers une reprise du débat sur les fusions, qui est pressentie avec la nouvelle loi fédérale.

« Le principal défi ne sera pas la loi elle-même, mais plutôt si les Canadiens en général sont prêts à accepter ces projets de fusion », a dit John Hunkin, président du conseil et chef de la direction de la Banque CIBC.

Selon Charles Baillie, de la Banque Toronto-Dominion, « la future législation établira un processus d'examen des fusions, sans garantie qu'elles seront approuvées. Et c'est encore très difficile d'évaluer dans quel contexte elles le seraient ».

À la Banque Nationale, André Bérard a dit miser sur la recherche de partenaires stratégiques majeurs plutôt que sur la simple vente d'un

bloc de contrôle au plus offrant. « Quiconque voudra acheter plus de 20 % de la Banque Nationale devra aussi apporter des actifs importants et du savoir-faire pour faire croître nos activités principales. Et pourquoi pas des tonnes de capital pour nous aider à faire des acquisitions ? » a-t-il dit.

« La Banque Nationale est comme une belle personne à marier, mais dont les prétendants devront se présenter avec tout un gros diamant ! »

Aussi, tout en cherchant des occasions de croissance ciblée avec des partenaires hors du Québec, le président de la Banque Nationale s'est dit encore acheteur d'actifs bancaires au Québec. « Je suis prêt à considérer l'achat de toutes les activités québécoises de n'importe laquelle des cinq grandes banques canadiennes. Mais aussi, nos activités de base au Québec ne sont pas négociables et elles resteront l'épine dorsale de la Banque Nationale. Nous sommes dans une situation telle que le seul moyen de nous concurrencer efficacement est de fusionner avec nous. »

ÉCONO FLASHES

Taux hypothécaires | Quelques baisses...

TORONTO — Les grandes banques canadiennes ajustent à la baisse certains de leurs taux hypothécaires, à la suite de la décision de la Banque du Canada, mardi, de retrancher un quart de point de pourcentage à son taux d'escompte. La Banque de Montréal a réagi la première, hier, en réduisant ses taux variables. On s'attend à ce que les autres banques lui emboîtent le pas. Ainsi, les taux variables de la Banque de Montréal sont réduits d'un quart de point, à 7,25 % sur les prêts hypothécaires dont le terme est de trois ans (ouvert), à 6,875 % pour le terme de six ans et à 8,25 % pour le terme de cinq ans. Les taux fixes demeurent inchangés, mais ils ont déjà été réduits de près d'un demi-point de pourcentage au cours des dernières semaines en raison de la baisse du loyer de l'argent sur le marché obligataire, où les grandes banques vont chercher l'argent dont elles ont besoin pour financer leurs prêts hypothécaires.

Mitec | Contrat de 13 millions

MITEC TELECOM a signé un contrat de fournitures d'une valeur potentielle de plus de 13 millions de dollars avec Nokia Networks. Mitec lui fournira le matériel à radiofréquence nécessaire aux transmissions de données sans fil à haute vitesse. Ces produits seront incorporés à des réseaux 2.5G en Europe et en Amérique du Nord. Les premières livraisons sont prévues ce mois-ci et s'échelonneront sur 12 mois. La conception et la fabrication se feront aux installations de Mitec à Pointe-Claire.

MédiSolution | Acquisition d'Activecare

MÉDISOLUTION, une entreprise montréalaise spécialisée dans les technologies de l'information dans la santé, se porte acquéreur de l'actif d'Activecare Personalized Health Management, un fournisseur de logiciels de gestion des pharmacies de Calgary. Dans le cadre d'une transaction non apparentée, MédiSolution a signé un contrat d'approvisionnement en solutions de gestion des pharmacies avec Calgary Co-op, l'un des plus grands détaillants de médicaments d'ordonnance de l'Alberta. Grâce à ces deux transactions, la division des logiciels de gestion des pharmacies de MédiSolution devrait accroître ses revenus de plus de 2,5 millions de dollars d'ici cinq ans.

Royal Aviation | Ouverture d'une base à Halifax

ROYAL AVIATION a ouvert sa nouvelle base à Halifax cette semaine, ce qui créera 40 emplois, dont 24 postes de pilotes. Douze pilotes, tous originaires de la région d'Halifax, ont commencé à voler vendredi. Douze autres pilotes terminent actuellement leur formation et commenceront à travailler d'ici trois semaines. Royal a aussi embauché une vingtaine de personnes pour assurer le service aux comptoirs.

Canbras | Émission de droits

CANBRAS Communications a déposé un prospectus définitif relativement à une émission de droits faite aux porteurs de ses actions ordinaires en contrepartie d'un produit brut d'environ 99 millions de dollars. Le produit net du placement sera utilisé pour le financement des besoins prévus de Canbras jusqu'à la fin de 2001 et pour le remboursement de dettes bancaires. Telecom Américas, l'actionnaire majoritaire indirect de la société, s'est engagée à exercer tous ses droits afin que Canbras reçoive le produit brut maximal du placement. Le produit tiré du placement servira à continuer la construction d'un réseau à large bande au Brésil et à saisir les occasions qui se présenteront en 2001 dans la câblodistribution, l'accès Internet haute vitesse et le transport de données en gros en 2001. Telecom Américas appartient à 44,3 % à Bell Canada International, une filiale de BCE établie à Montréal.

Norampac | Bénéfice record en 2000

POUR L'ANNÉE 2000, Norampac a réalisé un bénéfice net record de 99,5 millions de dollars, comparativement à 36,8 millions en 1999. Le bénéfice d'exploitation (avant intérêts, impôts et amortissement) a atteint 250,2 millions par rapport à des ventes nettes de 1,1 milliard de dollars. En 1999, ce bénéfice a atteint 166,2 millions, et les ventes nettes, 925 millions. À son quatrième trimestre, Norampac a réduit de 33 millions son endettement net total. Il se situe maintenant à 315 millions, comparativement à 348 millions au trimestre précédent. En date du 31 décembre 2000, le ratio d'endettement net sur la capitalisation totale de Norampac, propriété conjointe du groupe Cascades et de Domtar, a diminué de 9 %, à 27 %, comparativement à 36 % en 1999.

Richelieu | Profits en hausse de 27 %

QUINCAILLERIE Richelieu, distributeur de produits spécialisés pour fabricants de meubles et quincailleries, a vu ses profits grimper de 27 % au quatrième trimestre. Richelieu a rapporté un bénéfice net de 3,7 millions de dollars (32 cents par action) par rapport à des ventes de 54 millions au cours du trimestre terminé le 30 novembre. Sur l'ensemble de l'année, Richelieu a encaissé un bénéfice de 12,4 millions (1,05 \$ par action) par rapport à des ventes de 196,8 millions. En 1999, la société montréalaise avait dégagé un bénéfice de 9,5 millions (78 cents par action) par rapport à des ventes de 165,1 millions. Richelieu a fait une percée dans l'ouest du Canada l'an dernier avec l'acquisition d'European Hardware, en Saskatchewan. La compagnie se dit à la recherche d'autres acquisitions en Amérique du Nord. Le titre de Richelieu était stable à 14,50 \$ hier à la Bourse de Toronto.

Banque Nationale et Groupe Promutuel | Partenariat

LA BANQUE NATIONALE et le Groupe Promutuel, déjà associés dans le financement agricole, ont conclu un partenariat ayant pour but de développer et distribuer des produits et des services financiers. L'entente prévoit la mise en commun des expertises. Le développement de produits et services financiers sera assuré par la Nationale. Promutuel, pour sa part, en assurera la distribution par son réseau dans l'ensemble des régions du Québec.

Pierre Bellemare

Alcan clôture l'an 2000 avec des profits en baisse

RICHARD DUPAUL

LES PROFITS d'Alcan ont chuté de 43 % au quatrième trimestre de 2000 par rapport à la même période l'an dernier, en raison des charges liées à la fusion d'Algroup et du ralentissement économique nord-américain. Le producteur d'aluminium de Montréal a néanmoins réussi à atteindre ses objectifs « révisés » pour le trimestre et à augmenter ses bénéfices pour l'ensemble de l'exercice.

Alcan a annoncé hier un profit net de 110 millions de dollars (34 cents par action) comparativement à 193 millions (87 cents par action) pour le trimestre correspondant de 1999. (Tous les chiffres sont en dollars américains).

Ces résultats comprennent ceux du groupe suisse Algroup, mais aussi des charges de 60 millions liées à la fusion avec cette dernière. En excluant les éléments extraordinaires, le bénéfice du trimestre s'établit à 173 millions, ou 54 cents par action, comparativement à 156 millions, ou 70 cents par action, un an plus tôt.

Les revenus du groupe, qui incluent ceux d'Algroup, ont atteint 3,1 milliards comparativement à 1,9 milliard un an plus tôt.

À la mi-décembre, la société montréalaise avait ébranlé les investisseurs en avertissant que ses profits du dernier trimestre seraient moindres que prévu à cause d'une demande plus faible pour certains produits. Alcan avait alors révisé à la baisse ses projections, tablant sur un bénéfice de 50 à 55 cents par action, alors que les analystes misaient sur un profit de 65 cents par action. Les investisseurs ont tout de même bien réagi à l'annonce, alors que l'action d'Alcan gagnait 30 cents, à 53,90 \$.

Pour l'exercice, Alcan franchit la barre des neuf milliards de revenus, lesquels s'établissent à 9,1 milliards. Le bénéfice net s'élève à 618 millions (2,45 \$ par action) comparativement à 460 millions (2,06 \$ par action) en 1999.

Le président intérimaire d'Alcan, Bill Blundell, qui a pris la relève de Jacques Bougie depuis que ce dernier a annoncé sa démission en début d'année, a souligné les « progrès soutenus » de la société dans le cadre du programme du plein potentiel d'affaires (PPA).

Il affirme que l'intégration d'Algroup « fonctionne très bien », et que les synergies prévues de cette transaction seront de 33 % plus élevées que l'estimation initiale de 150 millions.

Pour ce qui est du marché, Alcan dit s'attendre à une légère baisse de 0,1 % de la demande mondiale d'aluminium en 2001 dans la foulée du ralentissement économique nord-américain au premier semestre. Cela se compare à une hausse de 3,5 % de la consommation l'an dernier. La demande pour le métal gris devrait d'ailleurs baisser de 4,9 % cette année en Amérique du Nord, mais elle croîtrait de 2,5 % en Europe et de 2,7 % en Asie.

Alcan prévoit néanmoins que l'offre sera inférieure à la demande, compte tenu de la mise en service restreinte de nouvelles usines et des arrêts de production dans l'Ouest américain à cause des pénuries d'énergie dans cette région.

Selon la direction, le démarrage de la nouvelle aluminerie d'Alma, au Québec, va bon train et le projet devrait respecter le budget de mise en service prévu. L'usine, qui a nécessité quelque deux milliards d'investissement, atteindrait sa capacité prévue de 400 000 tonnes au troisième trimestre de 2001, portant la production pour l'année à 270 000 tonnes.

La société refuse pour le moment de s'avancer sur ses résultats de 2001, mais la direction a budgété un BATA (bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement) de trois milliards en 2002, comparativement à un peu plus de deux milliards l'an dernier (en extrapolant les résultats d'Algroup).

BOMBARDIER

Suite de la page D1

La particularité des voitures ? D'après leur fiche technique, elles posséderaient une technologie avancée assurant un meilleur confort, une plus grande sécurité et, surtout, un système de communication par interphones, l'annonce automatique des stations et un affichage électronique. La livraison est prévue pour 2002 et 2003. Au total, depuis 1982, Bombardier Transport aura fabriqué pour le métro de New York 1855 voitures, soit près du tiers de son parc qui totalise 6000 voitures.

Deuxième commande : 52 véhicules automoteurs à traction diesel-mécanique Talent, évalués à 71 millions, par DB Regionalbahn Rheinland, filiale de la société ferroviaire allemande Deutsche Bahn. Les 26 rames, de deux véhicules chacune, circuleront à la fois en Allemagne et sur les lignes transfrontalières. Elles ont été spécialement conçues par Bombardier Transport. « Ce projet confirme le succès des automotrices diesel-mécanique sur le marché », a déclaré hier par voie de communiqué Peter Buttman, président de Bombardier Transport pour l'Europe continentale. Les nouveaux véhicules seront fabriqués aux usines européennes de Bombardier Transport à Aix-la-Chapelle et à Görlitz.

Bombardier, qui compte plus de 56 000 employés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie, réalise plus de 90 % de ses affaires à l'extérieur du Canada.



BANQUE ROYALE DU CANADA

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE DES DÉTENTEURS D' ACTIONS ORDINAIRES

AVIS DE CONVOCATION À L'ASSEMBLÉE EXTRAORDINAIRE DES DÉTENTEURS D' ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE PREMIER RANG

Date : le vendredi 23 février 2001
Heure : 9 h (heure du Pacifique)
Lieu : salle de bal British Columbia, Conference Level, Hotel Vancouver, 900, rue Georgia ouest, Vancouver (Colombie-Britannique)

Questions à l'ordre du jour de l'assemblée des détenteurs d'actions ordinaires :

(1) Réception des états financiers de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2000 et du rapport des vérificateurs s'y rapportant;

(2) Élection des administrateurs;

(3) Nomination des vérificateurs;

(4) Étude et, s'il est jugé à propos, confirmation par voie de résolution extraordinaire du règlement spécial A (2001) autorisant la proposition énoncée dans celui-ci, laquelle vise à modifier le capital-actions autorisé de la Banque par la suppression de la limite de la contrepartie globale de 10 000 000 000 \$ pour laquelle les actions ordinaires de la Banque peuvent être émises et par la hausse, de 5 000 000 000 \$ à 10 000 000 000 \$, de la limite de la contrepartie globale pour laquelle les actions privilégiées de premier rang de la Banque peuvent être émises, et autorisant la Banque à demander au surintendant des institutions financières d'approuver la proposition; le texte de la résolution extraordinaire est reproduit intégralement dans la circulaire de la direction de la Banque datée du 11 janvier 2001;

(5) Étude de certaines propositions d'actionnaires, lesquelles figurent en annexe de la circulaire de la direction; et

(6) Étude de toute autre question qui pourrait être dûment soumise à l'assemblée des détenteurs d'actions ordinaires.

Questions à l'ordre du jour de l'assemblée des détenteurs d'actions privilégiées de premier rang :

Étude et, s'il est jugé à propos, approbation d'une résolution extraordinaire visant à hausser de 5 000 000 000 \$ à 10 000 000 000 \$ la limite de la contrepartie globale pour laquelle les actions privilégiées de premier rang de la Banque peuvent être émises; le texte de la résolution extraordinaire est reproduit intégralement dans la circulaire de la direction.

Le 11 janvier 2001 PAR ORDRE DU CONSEIL
La première vice-présidente et secrétaire,
Jane E. Lawson

2925294

Repérage Boomerang inc.



M. André Tremblay

M. Peter Lashchuk, président de Repérage Boomerang inc., est heureux d'annoncer la nomination de M. André Tremblay au Conseil d'administration de la société.

Depuis plus de cinq ans, M. Tremblay est président et chef de la direction de Microcell Telecommunications inc., société canadienne de communications sans fil d'envergure qui commercialise des Services de communications personnelles (SCP) sous la marque Fido®. Son expérience à l'échelle internationale de même que sa participation à la croissance rapide de Microcell sauront sans doute être mises à contribution au sein du conseil d'administration de Repérage Boomerang inc.

M. Tremblay a consacré une partie importante de sa carrière au domaine des télécommunications. Au cours des 15 dernières années, il a en outre occupé le poste de conseiller auprès du président du conseil et chef de la direction de Téléystème Ltée. À ce titre, M. Tremblay a pris une part active aux décisions qui ont marqué l'évolution de cette entreprise depuis le début des années 90. Il siège également au conseil d'administration et est vice-président exécutif de Téléystème Ltée.

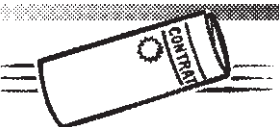
M. Tremblay est titulaire d'un baccalauréat en administration et d'une licence en sciences comptables de l'Université Laval ainsi que d'une maîtrise en fiscalité de l'Université de Sherbrooke. Il a aussi suivi le Advanced Management Program de la Harvard University.

Repérage Boomerang inc. assemble, commercialise et distribue le système de repérage Boomerang®, produit exclusif qui mise sur la technologie cellulaire brevetée de la Société. Boomerang® est l'unité centrale d'un système de repérage de biens utilisant les réseaux cellulaires pour localiser les voitures, le matériel lourd et les objets de valeur qui ont été volés. Le succès de la société lui a valu le soutien des membres de l'industrie de l'assurance. Boomerang® est une marque de commerce déposée de Repérage Boomerang inc. (CDNX : BMG.A).

www.boomerangtracking.com

BOOMERANG®
Montréal (Québec)
1.877.777.8722

260673



700 Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FLORIDE, 3 à 10 MILLIONS \$ revenu annuel possible. Exclusivité pour une personne. Requis 60 000 \$. 514-323-9815.

715 SERVICES FINANCIERS

CONSOLIDATION DE DETTES
Saisie, impôt, TPS, TVQ, Hydro. Proposition un seul paiement/mois. Ouvert 8-20h, 7 jrs/7 514-342-0444; 819-429-5550



800 Avis

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de Furio BOCCALI, en son vivant domicilié au numéro 7 Montée St-Louis à Lacolle, Province de Québec, J0J 1J0, survenu le 4 août 2000, un inventaire des biens du défunt a été fait par les liquidateurs successoraux, Gerald OUIMET et Karl Heinz PEES, le 18 janvier 2001, devant Me Arthur Marciel, Notaire, 86B Rue Notre-Dame, Saint-Chrysostome, Québec, J0S 1R0, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Arthur Marciel, Notaire, à l'adresse indiquée ci-dessus.

Donné ce 18 janvier 2001
Gerald Oumet et Karl Heinz Pees, liquidateurs successoraux.

AVIS DE CLÔTURE

AVIS est par les présentes donné que, à la suite du décès de SIMONE LEFAIVRE, en son vivant domiciliée au 1635 boulevard Gouin est à Montréal, H2C 1C2, survenu le 29 mai 1999, un inventaire des biens du défunt a été fait par la liquidatrice MICHELE FISET, devant Me Denise Archambault, notaire, conformément à la loi. Cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Denise Archambault, notaire, sise au 2551 rue Beaubien est, Montréal, sur rendez-vous (514-722-0084). Me Denise Archambault, notaire

AVIS légal. Avis est par les présentes donné que l'inventaire de la Succession de feu ROLAND-MAXIME MOMPÉLAT, de son vivant domicilié au 12036 rue Lavigne, Montréal, Québec, H4J 1Y2, a été reçu devant Me Jean-François Côté, notaire, le 18 décembre 2000, sous le numéro 2115 de ses minutes. L'inventaire peut être consulté sur rendez-vous à l'étude dudit notaire, située au 60, Chemin de la Petite Côte, Laval, Québec H7L 5N1, tél. (450) 622-1300.



800 Avis

801 AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE DRUMMOND
NO : 405-04-001808-008

COUR SUPÉRIEURE
CHAMBRE DE LA FAMILLE
NANCY ROBITAILLE, domiciliée et résidant au 337, rue St-Pierre à St-Germain de Grantham, district de Drummond, J0C 1K0, Requérante,

C.
MOHAMED OSMAN, de résidence et domicile inconnus, Intimé.

PAR ORDRE DE LA COUR :

L'intimé, Mohamed Osman est, par les présentes, requis de comparaître, dans un délai de trente (30) jours de cette publication dans le journal La Presse, personnellement ou par l'entremise de ses procureurs.

Une copie de la requête pour garde légale et pension alimentaire a été laissée au greffe de la Cour Supérieure du district de Drummond à votre intention.

De plus, PRENEZ AVIS qu'à défaut par vous de signifier qu'il dépose votre comparution ou contestation dans lesdits délais, la requête procédera à obtenir contre vous un jugement par défaut conforme aux conclusions qu'elle sollicite.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Drummondville, le 11 janvier 2001.
Danielle Clivaz
Greffière de la Cour Supérieure
Palais de Justice
1680, boul. St-Joseph
Drummondville (Québec)
J2C 2G3
Tél. 819-478-2513

850 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que FISZEL SZAJT, dont l'adresse du domicile est le 6005 boul. Cavendish, app. 206, Côte-St-Luc, Qc, H4W 3E2, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de PHILIP SHAIT.
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie "RECYCLAGE LAC MASSAWIPPI ET RÉGION INC.", demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
À Lennoxville, le 19 janvier 2001,
Robert Downey, notaire
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie Comité de défense des ex-commanditaires du bourg de lune inc. demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
R 850

CLAUDE PICHER

cpicher@lapresse.ca

Internet et le rattrapage du Québec

On ne compte plus les articles et commentaires déplorant que le Québec est beaucoup moins branché à Internet que les autres provinces canadiennes.

La progression d'Internet dans le monde est prodigieuse, et la plupart des experts pensent que ce n'est qu'un début. Si c'est le cas, le retard du Québec pourrait avoir des conséquences désastreuses dans un monde qui sera de plus en plus dominé par les nouvelles technologies.

C'est sûrement en pensant à cela que le ministre Bernard Landry, dans son dernier budget, a annoncé un programme de 120 millions de dollars pour aider les familles à se brancher à Internet. Personnellement, je pense que cette initiative frise le gaspillage de fonds publics : il est loin d'être évident que ces millions serviront réellement à accélérer de façon significative le taux de pénétration d'Internet au Québec. Le programme, en revanche, a au moins le mérite de démontrer le niveau élevé de préoccupation des dirigeants politiques à l'égard du retard québécois dans ce dossier.

Il y a trois ans à peine, c'était tout à fait exact : le Québec arrivait très loin derrière toutes les autres provinces, Terre-Neuve y compris.

Selon Statistique Canada, le taux de pénétration d'Internet, au Québec, se situait en 1997 à 20,1 %, comparativement à une moyenne canadienne de 29,4 %. L'Alberta dominait le classement avec 34,5 %, suivie de près par l'Ontario, à 33,2 %.

Le taux de pénétration mesure l'accès à Internet, en incluant tous les lieux d'utilisation. Autrement dit, un taux de

pénétration de 20,1 % signifie que 201 personnes sur 1000 utilisent Internet, que ce soit à la maison, au travail, à l'école, dans une bibliothèque publique, dans un café Internet ou ailleurs.

En 1997, le Québec accusait donc un retard de 46 % par rapport à la moyenne canadienne ; par rapport à l'Ontario, le retard québécois atteignait 65 %. Considérant les développements fulgurants des nouvelles technologies, de tels écarts, pour un pays fortement industrialisé comme le Québec, pouvaient effectivement être considérés comme inquiétants.

■ ■ ■

Or, dans l'univers des nouvelles technologies, tout évolue à une vitesse folle. Trois ans, c'est peu dans la vie d'une personne, mais c'est une éternité dans le cyberspace.

Nous ne disposons pas encore de chiffres pour 2000, mais ceux de 1999, qui viennent tout juste d'être publiés par Statistique Canada, sont éloquentes.

Entre 1997 et 1999, c'est au Québec que la progression du taux de pénétration d'Internet a été la plus rapide. On peut même, sans exagérer, parler de croissance phénoménale. Ainsi, 331 Québécois sur 1000, en 1999, utilisaient Internet, par rapport à 201 pour 1000 deux ans plus tôt, comme on vient de le voir. La progression, à l'intérieur de ce délai relativement court,



atteint 64 %. Pendant la même période, les chiffres correspondants, pour l'ensemble du Canada, sont de 294 et 418 pour 1000, une hausse de 42 %. L'Ontario a connu une progression de 34 %, et

l'Alberta, de 47 %.

Il faut interpréter ces chiffres avec deux nuances importantes.

On peut dire, avec raison, que le Québec partait de plus loin que les autres. Il est donc normal que sa progression, exprimée en pourcentage, soit plus importante qu'ailleurs. On ne peut pas s'attendre à ce que le rythme de progression soit le même dans une province qui disposait déjà d'une avance considérable, il y a deux ans.

D'autre part, même si la progression est plus rapide au Québec que dans le reste du pays, le taux de pénétration d'Internet y demeure encore le moins élevé au Canada, à 33,1 %. Autrement dit, en 1999, le Québec était rendu à peu près au même point que l'Ontario, deux ans plus tôt. Mais la province voisine a continué, elle aussi, à se brancher, de sorte que le taux de pénétration y atteint maintenant 44,5 %.

■ ■ ■

Malgré ces réserves, il est indéniable que le Québec est en train d'effectuer un rattrapage tout à fait remarquable, spectaculaire même.

Ainsi, le retard québécois par rapport à la moyenne canadienne, qui était de 46 % en

1997, est passé en deux ans à 26 %. Par rapport à l'Ontario, le retard est passé, pendant la même période, de 65 % à 34 %.

Le rattrapage est particulièrement évident dans le cas des ordinateurs à la maison. On peut même, ici, parler d'explosion. Toujours pendant la même période, la proportion de Québécois ayant accès à la Toile, à partir de leur domicile, est passée de 102 à 212 pour 1000, un bond de 107 %, de loin le plus impressionnant au Canada.

Ces chiffres sont ceux de 1999, et ne tiennent donc pas compte des subventions pour le branchement des familles, puisque ce programme est entré en vigueur en mai 2000. Dans ces conditions, on peut certainement se demander s'il était opportun d'engager des dépenses de 120 millions afin d'accélérer un processus déjà clairement enclenché. À la décharge du gouvernement, on peut observer que ces chiffres n'étaient pas encore connus lors du dépôt du dernier budget.

Quoi qu'il en soit, rien ne permet de croire que le rythme de croissance, au Québec, s'est essoufflé au cours des 12 derniers mois. Certes, les projections sont toujours un peu risquées, mais on peut raisonnablement avancer ceci : si la progression a continué à la même cadence, au Québec comme au Canada, le retard du Québec, au moment même où vous lisez ces lignes, n'est plus que de 17 %.

À ce rythme, l'écart sera entièrement comblé dans moins de 15 mois, et le supposé retard du Québec à adopter les nouvelles technologies ne sera plus qu'un mythe.

125 licenciements chez SR Telecom

JACQUES BENOÎT

SR Telecom, de Saint-Laurent, a supprimé hier 125 postes, soit une diminution de 13 % de son effectif, à cause de la baisse prévue de ses expéditions au cours de la première moitié de l'année.

L'entreprise veut ainsi diminuer ses frais d'exploitation, qui se sont élevés à 50,5 millions de dollars en 1999.

Ces licenciements ont touché toutes les catégories d'emplois, selon son directeur des communications, Yves Renaud.

« Il y en a 37 à Ottawa, une quarantaine à Montréal et le reste à l'étranger. Et c'est déjà fait, les employés ont été informés ce matin », a-t-il dit.

Fabricant d'équipements servant à raccorder aux centraux téléphoniques, par ondes radio, des abonnés de régions éloignées, SR Telecom a des clients dans quelque 80 pays.

Au troisième trimestre, à cause des déboires de sa filiale chilienne CTR (*Comunicacion y Telefonía Rural*), qui a essuyé une perte de 1,8 million, elle a vu son bénéfice net

glisser à 287 000 \$, par rapport à un peu plus de 1 million au même trimestre un an plus tôt.

Le chiffre d'affaires, lui, a reculé à 37,4 millions, par rapport à 46,6 millions au troisième trimestre 99.

Dans quelle mesure devraient régesser les expéditions au cours des six premiers mois de l'année ?

Yves Renaud et David Adams, vice-président, finances, se sont refusés à avancer des chiffres. « On est en train d'évaluer ça », a dit M. Renaud.

Autre mesure annoncée hier : l'entreprise, qui a aussi des installations à Ottawa, rapatrie toutes ses activités en recherche et en développement à Saint-Laurent.

Cette décision se traduira par des frais non récurrents d'environ 4 millions, mais permettra à SR Telecom de réaliser des économies d'échelle et d'accélérer les délais de mise en marché de nouveaux produits, selon ses dirigeants.

En 1999, dernière année pour laquelle la firme a publié ses résultats complets (ceux de 2000 seront connus le 13 février), l'investissement fait en recherche et en développement a atteint un peu plus de 23 millions, en incluant l'aide financière gouvernementale sous forme de crédits d'impôt.

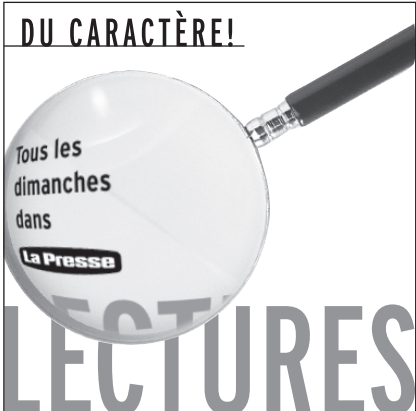
Le chiffre d'affaires, lui, s'est élevé alors à 193,9 millions, et le bénéfice net a atteint 6,9 millions. À son sommet, en 1994, alors que la firme naviguait avec le vent en poupe, le bénéfice avait dépassé 14,5 millions.

Depuis, des phénomènes tels que la crise en Asie, mais où la croissance a repris, et le ralentissement économique actuel, l'ont affectée.

En 1999, SR Telecom a réalisé seulement 15 % de son chiffre d'affaires dans les Amériques, contre 49 % dans la région Asie-Pacifique

et 36 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique.

Avant que la firme ne fasse connaître hier les mesures prises, les transactions sur son titre ont été interrompues à la Bourse de Toronto. D'un cours de 3,66 \$ au départ, il a perdu en séance 49 cents (-13,4 %) et a clôturé ainsi à 3,17 \$.



ARGENT DISPONIBLE

Rapide Finance Cie Ltée

- Problème de liquidités ?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

342-4488

institut canadien du crédit
(section de montréal)
C.P. 1681
Place Bonaventure
Montréal, Qc
H5A 1H7

L'Institut canadien du crédit vous invite au déjeuner causerie portant sur le **E-COM**,
le mardi 6 février 2001 entre 7 h 30 et 10 h 30
à l'Hôtel Château Champlain (Marriot), salle Viger.
Notre conférencier invité sera
M. Robert Panet-Raymond,
premier vice-président de la Banque CIBC au Québec.

Inscription par fax ou courriel à
Mme Mireille Savard : (450) 623-5956,
cicmon@attcanada.ca

Membres : 28,76 \$
Non membres : 57,51 \$

Renseignements :
Perry Malfara : (514) 493-7460,
perry.malfara@equifax.com
Bruno Landry : (450) 444-3794,
landrylandassocies@videotron.ca

Shell Canada Limitée
Avis de dividende

Avis est donné par la présente qu'un dividende de vingt cents (0,20 \$) par action a été déclaré sur les actions ordinaires en circulation, payable le 15 mars 2001 aux actionnaires de la société inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 15 février 2001.

Par ordre du Conseil
H.W. Lemieux
Vice-président
et secrétaire
Calgary, Alberta
24 janvier 2001

Pensez à un endroit

qui vous rappelle la chaleur de

votre foyer, en plein cœur de Québec.

Choisissez un hôtel où chaque

chambre a été pensée pour vous

permettre de travailler à distance,

incluant un accès rapide à Internet,

tout en vous offrant une vue imprenable

sur le fleuve Saint-Laurent.

Pensez à un endroit où, à seulement

106 \$ par nuitée, vous venez par

affaires et revenez pour le plaisir.

Toutes les raisons sont bonnes... Certaines sont meilleures.

5 \$ par séjour seront remis à la **Y DES FEMMES** qui vient en aide aux femmes en difficulté (YWCA).

Il fallait y penser. NOUS L'AVONS FAIT.

HÔTEL
LOEWS LE CONCORDE
QUÉBEC

1225, cours du Général-De Montcalm, Québec (Québec) G1R 4W6
Réservation : 1 800 463-5256 • dpare@loews.com

La cigale et le boni.

La cigale ayant épargné toute sa vie se trouva fort bien pourvue quand la retraite fut venue.

Grand bien lui fit d'avoir opté pour le **REER à taux progressif** Placements Québec encaissable chaque année. Ses épargnes grandissaient régulièrement grâce à des **taux avantageux garantis** et **fixés pour dix ans**. La beauté de ce récit, c'est qu'elle avait droit à un bien meilleur taux d'intérêt la première année grâce à un **génereux boni**.

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et tous les samedis de janvier et de février, de 10 h à 16 h.

Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

1 800 463-5229

7,00 %
la dixième année

5,75 %
la première année incluant le boni de 1 % pour les nouveaux fonds REER

REER à taux PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

www.placementsqc.gouv.qc.ca

| NOUVEAUTÉS TECHNOS |

Sécurité: l'état du Web



ANDRÉ MONDOUX
collaboration spéciale
mondoux@videotron.ca

La comparution en cour la semaine dernière de MafiaBoy, l'adolescent qui a plaidé coupable à des attaques de refus de service qui a paralysé de gros portails Internet, a remis à l'honneur la question de la sécurité des sites Web. Au-delà de l'indéniable sensibilité populaire face à la sécurité dans Internet, qui incite les médias à mettre l'accent sur des incidents « vedettes » isolés, qu'en est-il au juste de la problématique des attaques électroniques sur le Net ? Peut-on dresser un portrait général de la situation ?

Il est plutôt difficile d'obtenir une image précise de la sécurité dans Internet. D'une part, les victimes, souvent des firmes bien établies ou des agences gouvernementales, sont généralement bien soucieuses de leur image publique et peu enclines à dévoiler leurs faiblesses informatiques.

Malgré tout, de plus en plus d'organisations vouées à la sécurité informatique ont été mises sur pied ces deux dernières années et elles commencent à rendre publics leurs premiers résultats. Selon le FBI — et sa section NCIC (*National Crime Information Center*) qui a été fondée en 1998 — 90 % des sociétés américaines ont été victimes de brèches dans la sécurité informatique l'an dernier. Contrairement à ce que l'on pourrait croire,

les attaques électroniques de l'extérieur ne sont pas la principale cause des brèches. Plus de 85 % des compagnies recensées par le FBI ont dû affronter des virus, 79 % d'entre elles ont eu des démêlés avec des employés qui abusaient d'Internet et 71 % ont rapporté des intrusions non autorisées de sources extérieures.

Chose certaine, les brèches de sécurité informatique sont nettement à la hausse, ne serait-ce que parce que plus de gens sont à l'écoute du phénomène et que plus de cas sont rapportés. Le CERT (*Computer Emergency Response Team*) recensait environ 4950 incidents de brèches dans la sécurité informatique en 1998. Ce chiffre est passé à plus de 17 670 l'an dernier.

Une autre raison pour laquelle il est difficile d'obtenir des informations sur la sécurité informatique est que les activités informatiques malicieuses officiellement signalées ne sont que la pointe de l'iceberg. L'espionnage international ou industriel, par exemple, ne fait pas de bruit « médiatique », d'autant plus que bien souvent le vol d'informations ne se traduit pas par une perte physique (des fichiers sont simplement copiés).

Voilà pourquoi l'accent est mis sur les *hackers malicieux* (je n'entrerai pas ici dans le débat entre les bons et les mauvais hackers) :

bien souvent, ils aiment rendre leurs exploits publics, principalement en privilégiant la défiguration de sites Web (remplacer la page d'accueil du site par une page « slogan »).

Plusieurs activités de défiguration de sites Web sont faites pour exprimer une opinion ou défendre une cause politique. Dans les cercles spécialisés, on parle de plus en plus de « hacktivism » (amalgame des termes *hacker* et *activiste*). La défense du hacker Kevin Mitnick, la dénonciation de Microsoft, la commercialisation du Net et la « censure » gouvernementale envers la liberté d'expression sont parmi les causes les plus populaires.

Parfois, les motifs de défiguration tiennent davantage de l'exploit technologique. Ainsi, la semaine dernière, un groupe de hackers connu sous le nom de Pentaguard s'est livré à une attaque en règle sur de multiples serveurs gouvernementaux situés aux États-Unis, en Angleterre et en Australie.

L'organisme Attrition est composé de spécialistes en sécurité informatique qui sont très à l'écoute du monde des hackers malicieux. Depuis 1995, ils recueillent une foule de renseignements sur les défigurations de sites Web (plus de 10 400 cas) et les statistiques générées par l'organisme permet-

tent de jeter un peu plus de lumière sur ces coins sombres du Net. Voici quelques constats :

> les attaques sont en hausse. Pour l'an dernier, seulement, Attrition a recensé plus de 5800 cas de défiguration, comparativement à 3746 l'an dernier. La moyenne des attaques quotidiennes a atteint un sommet de 24 attaques en novembre dernier. Au cours des trois dernières années, les mois de novembre et de décembre sont ceux qui connaissent le plus grand nombre d'attaques quotidiennes;

> la majorité des attaques surviennent le dimanche. Le samedi vient au deuxième rang en tant que jour de prédilection pour les attaques. Le vendredi, de toute évidence, n'est pas un soir pour *entrer* dans un serveur, mais bien pour *sortir*...

> Attrition recense également le nombre de défigurations de pages Web par pays. Sur 10 411 cas, les États-Unis en comptent 340, soit un peu plus de 3 %. Cependant, la palme revient au Brésil, qui compte 719 cas de défiguration qui représentent un peu moins de 7 % des cas. De toute évidence, les sites brésiliens sont sur-représentés. Une rapide enquête a suffi pour confirmer que les sites brésiliens, dont beaucoup ne sont pas protégés de façon adéquate, sont pour bien des hackers malicieux une cible de choix pour s'exercer... Au Canada, nous avons eu une centaine de cas, soit environ 1 % du nombre total.

Même si, depuis la dernière année, des progrès notables ont été accomplis sur le plan de la sécurité, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Et n'oubliez pas, les activités « vedettes » des hackers malicieux ne sont que la pointe de l'iceberg...

AOL, Lucent et Whirlpool suppriment des milliers d'emplois

Associated Press

NEW YORK — Jusqu'à 16 000 emplois menacés chez Lucent, 6000 supprimés chez Whirlpool et 2000 autres chez AOL : trois grands groupes américains ont confirmé hier le lancement d'ambitieux plans de restructuration qui toucheront jusqu'à 10 % de leurs effectifs.

Une semaine après l'annonce de 400 suppressions de postes chez CNN, le nouveau géant américain des médias AOL Time Warner poursuit ainsi sa politique de compression d'effectifs, avec l'élimination d'au moins 2000 autres emplois. Au total, 2400 postes disparaîtront à la suite de la fusion entre AOL et Time Warner, soit environ 3 % de l'effectif du groupe qui emploie 85 000 per-

sonnes, a confirmé hier le porte-parole de la compagnie, Ed Adler.

Les dernières suppressions concerneront la division musique de ce groupe issu de la récente fusion d'AOL et de Time Warner, la division en ligne AOL et les studios de cinéma New Line Cinema. Il s'agit pour le nouveau groupe de tenir la promesse faite aux investisseurs de rehausser les bénéfices de façon importante.

Le bilan des suppressions d'emplois pourrait encore s'alourdir au cours des prochains mois si le groupe décide de fermer ses 130 magasins Warner Brothers, qui emploient 3800 personnes. Le groupe espère vendre ces enseignes, mais pourrait les fermer si leur cession se révèle impossible.

Un autre géant américain, Lucent Technologies, fabricant d'équipement de télécommunications, a annoncé hier qu'il comptait supprimer jusqu'à 16 000 emplois, soit près de 13 % de ses 123 000 employés dans le monde. Ce programme fait partie d'un plan de réduction des coûts de plus de 2 milliards de dollars américains lancé à la suite d'une année marquée par de graves troubles financiers et des problèmes au sein de la direction.

Ces réductions d'emplois ont été annoncées hier alors que le groupe faisait état d'une perte d'exploitation s'élevant à 1,02 milliard \$ US au premier trimestre de l'année financière. Elles font suite à une série de résultats décevants qui ont fait chuter le cours de l'action de Lucent, autrefois filiale

d'AT&T, et entraîné le congédiement du président-directeur général et du directeur principal du groupe en octobre.

Enfin, le géant de l'électroménager Whirlpool, qui a annoncé hier des bénéfices en baisse, conformément aux attentes de Wall Street, a fait savoir par la même occasion que son plan de restructuration entraînerait jusqu'à 6000 suppressions d'emplois, soit 10 % de ses 60 000 employés, au cours de l'année à venir. Les détails de la première phase, qui touchera 2000 postes dans le monde, doivent être annoncés d'ici 15 jours.

Whirlpool est le plus grand fabricant d'électroménagers au monde avec 11 marques vendues dans plus de 170 pays. Le groupe possède d'importants centres d'activité au Canada, au Mexique et en Europe.

Courtage

Direct



PROFITEZ D'UN BON APPUI

BÉNÉFICIEZ DE L'ASSISTANCE D'UNE ÉQUIPE HORS PAIR POUR EFFECTUER VOS TRANSACTIONS.

En optant pour le mode de courtage Direct de Courtage à escompte Banque Nationale, vous placez vos ordres avec l'assistance d'un spécialiste en placement chevronné. Celui-ci vérifie la convenance de vos transactions avec vos objectifs de placement et votre tolérance au risque.

Profitez d'un bon appui dans la gestion de votre portefeuille; vous serez plus à l'aise.

Pour en savoir plus sur le mode de courtage Direct, composez le (514) 866-6755 ou le 1 800 363-3511.

Ou consultez notre site au www.invesnet.com.

INVESTISSEZ DANS VOS REER



COURTAGE À ESCOMPTE
BANQUE NATIONALE

VOUS SEREZ PLUS À L'AISE



Forte augmentation des abonnés aux services sans fil et à haute vitesse chez BCE

ARIANE KROL

LES RÉSULTATS de Bell Mobilité, de Sympatico Édition Haute vitesse et de BCE Expressvu pour l'an 2000 ont dépassé les attentes, mais la filiale Excel a surestimé ses comptes recevables de 100 millions de dollars américains.

Au cours de l'exercice financier 2000, le holding de communications montréalais BCE a enregistré une forte croissance de ses abonnés à la téléphonie sans fil, à l'accès Internet à haute vitesse et à la télédistribution par satellite.

Au 31 décembre dernier, Bell Mobilité comptait 2,3 millions d'abonnés, en hausse de 30 % par rapport à 1999. Sympatico affichait 817 000 abonnés à l'accès Internet, dont 264 000 à haute vitesse, un croissance de plus de 400 % dans ce segment; et Bell Expressvu comptait 722 000 abonnés, en hausse de plus de 70 %.

« Les câbles veulent concurrencer les compagnies de télécommunications, nous sommes capables d'en faire autant. Nous pensons dépasser le million d'abonnés à ExpressVu cette année, et notre plan est de relier le service ADSL au système satellitaire pour offrir aussi bien du divertissement que des télécommunications ou des films à la carte », a dit le chef de la direction de BCE, Jean Monty, en entrevue au téléphone. La mise en oeuvre de cette dernière stratégie devra attendre que la technologie soit disponible, pas avant la fin de l'année ou le début de 2002.

L'analyste Richard Talbot, de RBC Dominion Securities, note que les ajouts d'abonnés dans ces trois activités au quatrième trimestre ont dépassé toutes ses prévisions.

Même son de cloche chez Dvai Ghose, analyste chez CIBC Marchés mondiaux. « Bell Canada a dépassé nos prévisions de revenus pour le sans-fil, le DSL et pour Expressvu. Ils sont en dessous de nos prévisions de bénéfice avant impôt, intérêts et amortissement (BAIIA), mais ça reflète le coût d'acquisition de nouveaux abonnés qui vont rapporter plus tard. »

Par contre, Téléglobe a raté la cible de l'analyste, aussi bien pour les revenus que pour le BAIIA. « Bell Canada est un formidable actif et Téléglobe, un réel problème. Il y a trop de transporteurs de communications internationales et ils ont acheté le plus faible. Tout l'argent qu'ils comptent investir dans Téléglobe apporterait bien plus de retombées s'ils l'investissaient chez Bell Canada », dit Dvai Ghose.

BCE a aussi remarqué « certaines inexactitudes » en examinant les résultats financiers d'Excel Communication, acquise le 1^{er} no-

vembre 2000 : les comptes recevables ont été surévalués de 100 millions \$ US. Au milieu de l'année 1999, Excel a changé ses systèmes en prévision du passage à l'an 2000 et a dû calculer ses recevables à la main, les surestimant considérablement, a expliqué BCE en téléconférence, hier matin. « Le rajustement n'entraîne pas l'imputation d'une charge directe au bénéfice de BCE, car il est pris en compte dans la répartition du prix d'achat de BCE, augmentant ainsi l'écart d'acquisition », a indiqué la société par voix de communiqué.

Pour l'exercice 2000, BCE affiche 18,1 milliards de dollars de revenus, en hausse de 13,1 % par rapport à l'exercice précédent. Le BAIIA est de 6,7 milliards, en hausse de 8,9 %, pour un bénéfice net par action ordinaire de 7,43 \$, en recul par rapport à 8,35 \$ en 1999.

Le quatrième trimestre de 2000 a fourni des revenus de 5,2 milliards, en hausse de 22,6 % par rapport à la même période en 1999. Le BAIIA est de 1,7 milliard, une progression de 12,7 %, mais la société a enregistré une perte nette de quatre cents par action, comparativement à un profit net de 1,10 \$ par action au quatrième trimestre de 1999.

Le géant des communications a avancé quelques prédictions pour l'année 2001 : des revenus en hausse de 8 % à 10 %, un BAIIA en hausse de quelques points de pourcentage de plus, et un bénéfice de référence en trésorerie par action (bénéfice reflétant les activités continues) d'environ 1,60 \$ par action. BCE présentera aussi dans quelques semaines son projet de facturation combinée pour tous ses services résidentiels, un système qu'elle veut mettre en place au cours des prochains 18 à 24 mois. Mais l'essentiel de la stratégie pour l'année à venir sera dévoilé le 5 février prochain.

Le titre de BCE a gagné 25 cents hier à la Bourse de Toronto, clôturant à 41,50 \$.

BCE a regroupés ses résultats en cinq groupes d'activité, reflétant la nouvelle structure adoptée en octobre dernier. Bell Canada comprend les services de téléphonie locale et interurbaine, le sans-fil, la transmission de données et Bell ExpressVu. Bell Globemedia regroupe les contenus (CTV, Sympatico-Lycos et, à partir de janvier, *The Globe & Mail* et *Globe Interactive*). Téléglobe représente la filiale éponyme et BCE Emergis est constituée de la participation de 66,2 % dans cette société cotée à la Bourse de Toronto. Finalement, BCE Investissements chapeaute divers éléments d'actif et participations comme Bell Canada International, CGI, Excel Communications et Telesat Canada.

La Bourse de Montréal lance un produit unique... pour les actions

RÉJEAN BOURDEAU

Spécialisée dans les produits dérivés, la Bourse de Montréal fait preuve d'initiative et d'originalité en lançant un produit unique en Amérique du Nord : les contrats à terme sur actions individuelles.

Dès le 31 janvier, les premiers contrats sur les actions de Nortel Networks seront négociés sur la nouvelle plate-forme électronique de l'institution de la Place Victoria, sous le symbole FNT. D'autres titres à forts volumes vont s'ajouter au fil des mois.

Pour célébrer ce coup d'éclat, plus d'une centaine de financiers ont été invités hier en fin de journée à un cocktail-conférence à l'hôtel Ritz-Carlton, au centre-ville. Aujourd'hui, l'événement se tiendra au Metropolitan Hotel, à Toronto.

« Il s'agit d'une grande occasion

d'affaires pour nous puisque nous sommes la première Bourse nord-américaine à offrir ce produit », a déclaré son président, Luc Bertrand, en entrevue à ses bureaux plus tôt dans la journée.

Les contrats à terme sur actions individuelles sont des véhicules de transfert de risque utilisés par les investisseurs institutionnels, et même les particuliers, pour des opérations de couverture, de spéculation et d'arbitrage.

Ce produit, à faible coût, offre un véritable effet de levier. Par exemple, le montant déboursé pour un contrat de 100 actions de Nortel pourrait être quatre fois moins élevé que celui consacré à l'achat d'un bloc équivalent d'actions.

Ces produits financiers connaissent du succès en Angleterre, en France, en Suède, à Singapour et en Australie.

Les Bourses américaines de produits dérivés (options et contrats à terme) ont retardé leur arrivée à la suite de problèmes de juridiction entre la SEC (Security Exchange Commission) et la CFTC (Commo-



Photothèque La Presse ©
Le président de la Bourse, Luc Bertrand.

dités Futures Trading Commission), deux organismes réglementaires. Selon M. Bertrand, le Chicago Mercantile Exchange et le Chicago Board of Trade pourraient

lancer des contrats sur actions d'ici 12 à 18 mois.

Cela ouvre une fenêtre d'opportunité à la Bourse de Montréal. « On espère avoir une douzaine de contrats sur des actions canadiennes et américaines pour la fin de l'année, a indiqué M. Bertrand. Pour ce faire, nous allons profiter de l'avantage concurrentiel de notre plate-forme de négociation électronique. »

Comme elle l'a fait pour Nortel, la Bourse sélectionnera des titres à forte capitalisation et à grande liquidité. Elle fera son choix parmi le « top 20 » de l'indice S&P/TSE 60, où l'on retrouve BCE, Imperial Oil, la Banque Royale, Bombardier et Barrick Gold. Aux États-Unis, ce pourrait être Microsoft, par exemple.

« Tout dépendra du succès du contrat de Nortel et de la demande des investisseurs, comme les fonds de couverture (*hedge funds*) », a souligné le président.

Même s'il s'agira de transactions à partir des actions les plus populaires, le président a précisé que ce

nouveau produit ne cannibalise pas le marché des Bourses d'actions canadiennes. De fait, ces contrats à terme sont complémentaires aux options et aux actions puisqu'ils élargissent l'éventail des possibilités d'investissement et de gestion de risque offerts aux investisseurs.

« L'arrivée des options dans les années soixante-dix avait fait craindre une baisse du marché des actions, a-t-il souligné. C'est le contraire que c'est produit. »

M. Bertrand ne se fait pas d'illusions sur les efforts que devra déployer la Bourse de Montréal pour faire connaître ce nouveau produit et assurer son rayonnement. « Il faudra suivre la courbe d'apprentissage et faire beaucoup de démarchage pour initier les utilisateurs, a-t-il soutenu. Cela dit, nous avons confiance en son grand potentiel. »

D'autres produits dérivés seront aussi lancés en mars. Il s'agit des contrats à terme sur indices sectoriels S&P/TSE 60 pour les services financiers, les industrielles, les aurifères et la haute technologie, a indiqué M. Bertrand.



Nouvelle patronne

Le nouveau chef de la direction de la Bourse de Londres, Clara Furse, a été félicitée hier par son prédécesseur, Don Cruickshank. Mme Furse, 43 ans, est la première femme à prendre les rênes de la Bourse fondée il y a 228 ans.

Baisse des achats de valeurs étrangères

Presse Canadienne

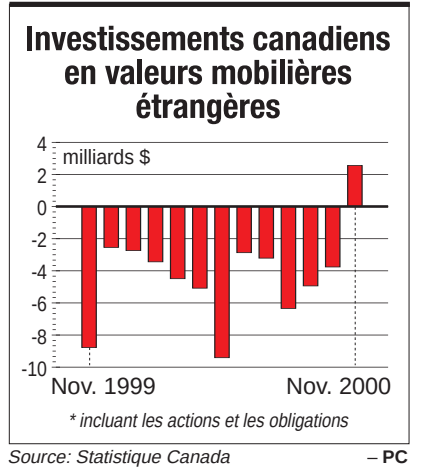
OTTAWA — En novembre, les Canadiens ont réduit leurs investissements en valeurs mobilières étrangères, pour la première fois depuis octobre 1999, a fait savoir hier Statistique Canada.

Ils en ont vendu pour un total record de 2,8 milliards de dollars ; du côté des achats, ils n'ont acquis des valeurs étrangères que pour 254 millions.

Parallèlement, en novembre, les étrangers ont réduit leur mise en valeurs canadiennes, largement surtout des actions de sociétés.

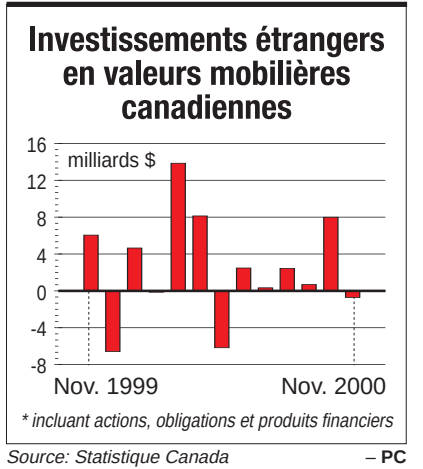
Avant cela, durant les 10 premiers mois de 2000, les investisseurs canadiens avaient accumulé pour 7 milliards de valeurs étrangères, soit des obligations du Trésor américain, d'autres obligations américaines et des obligations d'autres pays outre-mer.

Quant aux ventes par des Canadiens en novembre, elles tou-



chaient surtout des obligations du Trésor américain, note l'agence canadienne.

Les étrangers ont diminué de 1,4 milliard leur investissement en actions canadiennes, ce qui était une deuxième baisse seulement depuis avril 1999 ; ces ventes portaient



surtout sur les valeurs de technologie, favorisé auparavant par les investisseurs étrangers.

En outre, la demande plus faible d'actions canadiennes a encore affecté leurs cours en Bourse, qui ont reculé pour un troisième mois de suite.

La nouvelle allroad quattro
À PARTIR DE
61 505\$*

* Prix de détail suggéré par le fabricant de la Audi allroad quattro 2001 de 60 900 \$ équipée d'une transmission manuelle à 6 vitesses et de sièges recouverts de cuir, avec les frais de livraison de 605 \$. Taxes, frais d'immatriculation, administratifs, d'inspection de prélivraison et autres options en sus. Participation du concessionnaire requise. Prix réels fixés par le concessionnaire. † Demandez les détails au concessionnaire. « Audi », « quattro », « allroad » et l'emblème des quatre anneaux sont des marques déposées de AUDI AG. « Tiptronic » est une marque déposée de Dr. Ing. h. c. F. Porsche AG. « Advantage Audi » est une marque de service de Audi of America, Inc. © Audi Canada 2001. Pour en savoir plus sur Audi, visitez notre site Web ou composez le 1 800 367-AUDI.

AUTO STRASSE INC.
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent QC
(514) 748-6961

AUTOMOBILES E. LAUZON
1384, boulevard Labelle
Blainville QC
(450) 430-1460

LES AUTOMOBILES NIQUET
1905, boulevard Sir Wilfrid Laurier
Saint-Bruno QC
(450) 653-1553

LES AUTOMOBILES POPULAR
5441, rue Saint-Hubert
Montréal QC
(514) 274-5471

PARK AVENUE VOLKSWAGEN AUDI
8805, boulevard Taschereau
Brossard QC
(450) 656-4811

Nom	 Audi
allroad quattro	
Suspension	
Suspension pneumatique automatique à 4 positions	
Technologie	Ajustable à quatre positions différentes. Plus haut pour les surfaces difficiles. Plus bas pour un aérodynamisme accru. Poursuivez l'aventure sur www.allroad-quattro.com, ou visitez votre concessionnaire Audi.
Moteur biturbo de 250 ch Légendaire traction intégrale quattro^{MD} Boîte manuelle à 6 vitesses ou automatique Tiptronic^{MD} disponible	
AVANTAGE AUDI^{MS} : Maintenant avec services d'entretien périodique sans frais pendant 4 ans ou 80 000 km.[†]	



Dominic Taddeo

Photothèque PC ©

SILVIA GALIPEAU

Malgré des conditions franchement défavorables, le port de Montréal ne s'en est finalement pas trop mal tiré en 2000, franchissant de justesse le cap du million de conteneurs manutentionnés, pour un total de 20,7 millions de tonnes de marchandises. C'est un record.

« Dans la manutention des conteneurs, le port de Montréal vient de connaître sa huitième année record consécutive, malgré un essoufflement de l'économie américaine au dernier trimestre, la faiblesse de l'euro et la hausse des prix du pétrole brut qui ont touché le pouvoir d'achat de nos partenaires commerciaux européens, et l'arrêt de travail qui a sévi dans le transport routier des conducteurs à la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre », a expliqué Dominic Taddeo, PDG de l'Administration portuaire de Montréal, en conférence de presse hier.

Montréal s'est ainsi joint au club

sélect des ports manutentionnant plus d'un million de conteneurs annuellement. « Il n'y a qu'une cinquantaine de ports, dont 12 en Amérique du Nord, qui manutentionnent un million de conteneurs dans une année », a-t-il soutenu.

D'après les résultats financiers non vérifiés, les produits du port de Montréal se sont élevés à 68,7 millions de dollars en 2000, en hausse de 3,4 millions. Le bénéfice net a atteint 6,8 millions, en hausse de 2,4 millions.

Au total, le trafic global de marchandises manutentionnées s'est élevé à 20,7 millions de tonnes en 2000, en hausse de 0,5 % par rapport à l'année précédente. Des gains ont été enregistrés dans toutes les catégories de marchandises, sauf dans celle des produits pétroliers, qui ont connu une baisse de 13,2 %, s'établissant à 3,6 millions de tonnes. C'est le trafic du grain qui a le plus augmenté, avec une hausse de 20,1 % pour les produits céréaliers, à 2,1 millions de tonnes.

Il n'y a pas que le port de Montréal à souffrir du ralentissement économique américain. Les autres ports nord-américains, qu'il s'agisse de New York, Baltimore, ou Boston, connaîtraient le même scénario, selon M. Taddeo.

La grève des camionneurs aura aussi coûté cher au Port, qui a réévalué le nombre de conteneurs perdus à la hausse, le chiffrant non plus à 10 000 mais à 12 000, pour 700 000 \$ de recettes en moins. Pour l'industrie en général, on évalue les pertes à 15 millions.

Pour l'année à venir, le Port de Montréal entrevoit une croissance modeste de 2 à 3 % du trafic de conteneurs, un chiffre qu'a confirmé un porte-parole des deux plus gros transporteurs transigeant au port de Montréal, Cast et Canada Maritime. « Dans les 15 dernières années, nous avons vu une croissance constante des marchés des conteneurs », a commenté Michel Beauregard, chef de direction chez CP Navigation, à la division de la logistique.

Pour faire face à cette croissance, le Port compte investir plus de 200 millions dans l'amélioration et l'agrandissement de ses installations d'ici 2005. « Plus que jamais, le Port a besoin de son espace », a lancé Dominic Taddeo, faisant allusion à l'épisode du Technodôme et du quai Bickerdike, quai que convoitaient les frères Reichmann mais que le Port n'a jamais voulu leur céder. Le projet a finalement fait chou blanc.



Photothèque AP ©

Un bateau de croisière de la compagnie Carnival entre dans le port de New York. On aperçoit à l'arrière-plan l'île où se dresse la statue de la Liberté.

50 navires de croisière en construction

JACQUES BENOÎT

« COMME PRODUIT touristique, les croisières sont un des secrets les mieux gardés », disait hier Maurice Zarmati, vice-président, ventes et marketing, de Carnival Cruise Lines (Miami), numéro un mondial de son secteur.

Globalement, c'est pas plus de six millions de personnes à travers le monde qui ont fait une croisière l'an dernier, a-t-il précisé dans son allocution au Cercle de tourisme du Québec.

« Mais 40 millions de personnes par année vont à Orlando, 60 millions à Las Vegas, et 150 millions traversent la frontière canado-américaine pour aller en vacances dans le pays voisin », a-t-il dit.

N'empêche, le marché se développe. À preuve, les 50 navires de croisière en construction en ce moment, dont 13 qu'ont commandés Carnival et les autres filiales (Holland America Line et Windstar Cruises) de leur société mère, Carnival Corporation.

Prix moyen de tels navires : dans les 400 millions de dollars américains, ce qui situe l'investissement du groupe, pour ces 13 unités, à plus de 5 milliards \$ US.

« Ils nous seront livrés à partir de mai 2001, et nous les aurons tous réceptionnés en 2004 », a-t-il dit dans une brève interview à *La Presse* après sa causerie.

Très grand groupe, Carnival Corporation a aussi des participations dans d'autres entreprises du secteur, dont Cunard Line, elle-même propriétaire de Seabourn Cruise Lines, et Costa Cruises.

Ensemble, ces entreprises accueillent 60 000 passagers par semaine, dont 42 000 pour la seule Carnival Cruises.

« On a la moitié du tonnage total, et 60 % de la capacité d'accueil de l'industrie », dit-il au sujet du groupe.

Pourquoi les activités de croisière ne connaissent-elles pas une croissance encore plus marquée ?

« C'est dans la tête, il y a des mythes. Quelqu'un a peur de trop manger, un autre pense que la cabine sera trop petite, une épouse est certaine que son mari ira jouer au casino, etc. »

Néanmoins, le groupe Carnival connaît un succès incontesté, comme le montre son bénéfice net qui a atteint, en 1999, 970 millions \$ US. Grâce à son énorme part de marché (50 % des passagers), dont 30 % pour la seule Carnival Cruise, qui exploite 16 vaisseaux.

Grosso modo, explique Maurice Zarmati, le groupe accueille sur ses navires trois millions de passagers par an, dont deux millions pour Carnival Cruise.

Le marché évolue, a-t-il expliqué.

« Ce sont les croisières de trois, quatre, cinq et six jours qui connaissent la plus forte croissance. Et, ajoute-t-il avec un large sourire, la plus faible croissance concerne les tours du monde en 76 jours, à 100 000 \$ US le billet. »

Les croisières à thème (le golf, le bridge, etc.) gagnent de même en popularité, note-t-il.

Également actionnaire à hauteur de 25 % du plus important voyageur d'Angleterre, Airtours (4,7 milliards \$ US de chiffre d'affaires), Carnival Corporation a pour actionnaire majoritaire un particulier, Mickey Arison, qui en détient environ 65 %, selon Maurice Zarmati.

Fondée en 1972, Carnival Cruise Lines est devenue une société à capital ouvert en 1987 et figure à la cote de la Bourse de New York.

Le Cercle du tourisme du Québec, qui regroupe des décideurs du milieu touristique, a été mise sur pied par la Chaire de tourisme de l'UQAM et American Express Canada.



Sélection Banque Laurentienne

30 nouvelles façons de personnaliser votre portefeuille d'investissement.



BLC Services Financiers vous offre maintenant Sélection Banque Laurentienne, une toute nouvelle gamme de 30 fonds communs de placement de grande classe.

Sélectionnés parmi six prestigieuses familles canadiennes de fonds communs de placement, ces fonds sont admissibles à 100 % aux REER.

Pour en savoir plus sur ces 30 nouvelles façons de personnaliser davantage vos placements, passez voir un représentant en épargne collective de BLC Services Financiers.



1 800 BLC-1846

Un placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions de vente et de maintien, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le(s) prospectus simplifié(s) avant de faire un placement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les fonds de la Sélection Banque Laurentienne ne sont pas parrainés par la Banque Laurentienne du Canada.

GM-Boisbriand fermera deux semaines en février

DENIS ARCAND

L'USINE GM-Boisbriand fermera temporairement ses portes durant deux semaines en février, afin de réduire les inventaires de Firebird et Camaro assemblées à l'usine.

GM-Canada a vraiment un curieux sens du timing, mais à sa façon, la compagnie a montré l'ampleur de la tâche qui incombe au directeur de l'usine, le Montréalais Mike Arcamone.

M. Arcamone faisait hier sa première apparition publique depuis sa nomination en 1998. Sans rien promettre aux 200 gens d'affaires et élus municipaux réunis pour l'entendre, il s'est avancé aussi loin qu'un simple directeur peut le faire, affirmant publiquement son dévouement et sa loyauté envers GM-Boisbriand et ses employés.

« L'avenir de l'usine de Boisbriand et de ses employés me tient énormément à coeur. C'est ici que j'ai commencé ma carrière il y a 20 ans et je suis extrêmement fier d'y être revenu. La performance de l'usine demeure ma priorité, car elle reste toujours son meilleur gage de succès pour l'avenir », a dit M. Arcamone hier midi, devant la Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-de-Blainville.

Après la journée de travail à l'usine, GM-Canada a annoncé aux employés de la chaîne de montage que l'usine connaîtra en février deux interruptions temporaires de production, afin de compenser la mévente des Camaro et Firebird assemblés à Boisbriand, et les inventaires. L'usine vient de rouvrir à cadence réduite, lundi dernier, après une interruption du même genre qui a duré un mois.

GM a vendu 69 246 Camaro et Firebird en 2000, a dit GM-Canada hier.

« Ils nous ont dit que la production arrêtera temporairement durant les semaines du 5 février et du 26 février », a dit Sylvain Demers, président de la section 1163 des Travailleurs canadiens de l'automobile.

La nouvelle n'est pas une surprise, puisque les ventes mondiales de GM ont chuté de 51 % (à 609 millions \$ US) au dernier trimestre 2000. GM avait déjà annoncé, récemment, trois fermetures temporaires d'usines aux États-Unis.

Hier midi, personne ne s'attendait vraiment à ce que M. Arcamone fasse une annonce majeure lors de son allocution. Mais il a confirmé qu'une étude de faisabilité est actuellement en cours à GM-Boisbriand concernant le transfert ici en

2002 d'un modèle actuellement fabriqué ailleurs. Il n'a pas voulu confirmer que le modèle est la Century, aujourd'hui assemblée à la grande usine ontarienne GM-Oshawa : « Nommer un modèle est prématuré. »

Mais M. Arcamone a cependant indiqué qu'il connaît bien la Century, ayant participé à son implantation à GM-Oshawa en tant que directeur adjoint (au début des années quatre-vingt-dix).

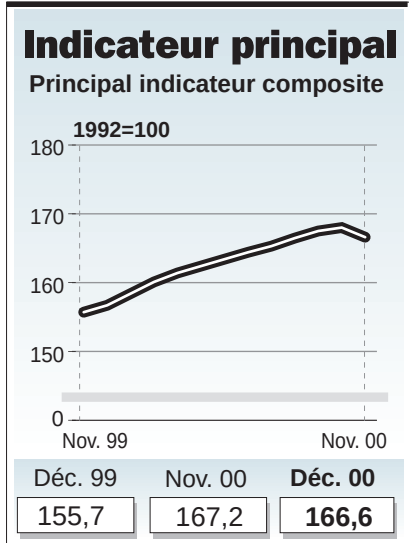
Par ailleurs, M. Arcamone a assuré que les études de faisabilité comme celle qui est en cours à Boisbriand sont un bon signe : « Ça montre que l'usine est toujours considérée. D'après les critères internes d'évaluation de la compagnie, GM-Boisbriand est parmi les bonnes usines de GM. »

La direction syndicale locale, qui avait été invitée, s'est abstenue. Les deux parties sont en froid depuis que GM-Canada a demandé de nouvelles concessions normatives au syndicat, dans le cadre de l'étude de faisabilité.

Le directeur n'a pas voulu spéculer sur l'arrivée d'un nouveau modèle à GM-Boisbriand. Sa présentation publique d'hier était générale et montrait des modèles et prototypes déjà dévoilés au public.



Photo MARTIN C. CHAMBERLAND, La Presse ©
Mike Arcamone



INDICE COMPOSITE

Premier recul depuis 1995

Presse Canadienne

EN DÉCEMBRE, l'indice composite a reculé de 0,4 % par rapport à novembre, a rapporté hier Statistique Canada. C'était la première diminution de cet indice depuis 1995. Cet indice mesure la performance de l'économie canadienne.

En décembre, cinq de ses dix composantes ont fléchi, (par rapport à trois en novembre) et cinq ont progressé. Le marché boursier est la cause d'environ la moitié de ce recul, tandis que les composantes des exportations et du logement y ont contribué aussi.

L'agence note par ailleurs le « caractère provisoire » de ces données, ce que souligne la révision de celles de novembre, laquelle a « effacé entièrement la croissance de 0,3 % ».

L'indicateur avancé aux États-Unis a également chuté à cause des marchés boursiers, cela étant « accentué par le marasme de l'industrie de l'automobile », indique l'agence canadienne.

Au Canada, le logement a perdu 1,3 % en décembre, à la fois pour la revente de maisons et les mises en chantier ; ces dernières « ont particulièrement diminué à Montréal et Toronto », à cause notamment de chutes de neige, écrit l'agence.

Quant aux autres composantes, les dépenses des ménages ont maintenu une « tendance positive » et le marché du travail est apparu « favorable jusqu'à la fin de l'année ».

Moins de chômeurs en novembre

Presse Canadienne

OTTAWA — En novembre, le nombre de personnes touchant des prestations d'assurance-emploi a atteint 419 380, soit 7,4 % de moins qu'en novembre 1999, a rapporté hier Statistique Canada.

Au Québec, l'agence fédérale en comptait 150 950, une baisse de 7,8 % par rapport aux 163 800 bénéficiaires que la province comptait un an plus tôt.

En Ontario, ceux-ci se chiffraient à 77 400 ou 6,6 % de moins que les 82 880 de novembre 1999. Au Nouveau-Brunswick, il y avait 30 480 prestataires, en baisse de 2,8 % par rapport à 12 mois plus tôt.

Par ailleurs, les prestations versées en novembre totalisaient 614,3 millions de dollars à l'échelle nationale, en hausse de 4,6 % par rapport à celles versées le mois précédent, mais en recul de 5,6 % par rapport à celles de novembre 1999.

Le nombre de demandes de prestations reçues a augmenté de 4,4 % depuis octobre, à 221 560 en novembre. Ce nombre était également en croissance sur un an, soit de 3,6 % par rapport à novembre 1999, alors qu'il s'établissait à 214 000.

Vous achetez quelques années de plus.

Vous achetez des cheveux plein la tête.

Vous achetez un condo en Floride.

Les gens d'Altamira sont dédiés à une seule chose: votre enrichissement.

Et notre conseil est tout aussi direct: investissez dans les quatre thèmes axés sur les tendances lourdes du marché. L'une d'elles est la tendance démographique.

La tendance démographique.

Les Baby Boomers approchent l'âge de la retraite. Ils auront sur notre économie un impact plus grand que tout autre groupe démographique de l'histoire. Avec ceci en tête, les fonds qui capitalisent sur ces tendances constituent une part importante de tout plan d'investissement à long terme.

Des conseils fiables.

Tous les jours, plusieurs personnes contactent Altamira Direct pour les meilleurs conseils en placements. Faites comme eux. Vous obtiendrez les infos les plus récentes sur les fonds mutuels, grâce à nos conseillers en placements. Ils ne touchent pas de commissions. Leurs conseils sont donc objectifs et impartiaux. Comme tous les gens d'Altamira, ils sont dédiés à votre enrichissement.

Un service reconnu pour son excellence.

Cette année, notre équipe chevronnée de conseillers en placements a gagné le Prix Service aux Investisseurs au Mutual Fund Awards Gala. Sans compter le Prix Service Fonds Mutuels DALBAR en 1998 et 1999.

Transigez directement et économisez.

Vous avez plusieurs bonnes raisons d'appeler nos conseillers en placement. Ils vous donnent des avis objectifs sans jamais exercer de pression. Et comme vous ne payez aucuns frais d'entrée ou de sortie, vous avez plus d'argent consacré à votre investissement.

La performance parle d'elle même.

Plus de 75 % des actifs de nos fonds mutuels se situent dans les deux quartiles supérieurs, incluant ces deux fonds très performants. Et nos conseillers en placement parlent quotidiennement avec les experts qui gèrent nos 51 fonds.

Fonds sciences de la santé Altamira	
1 AN	Depuis sa création†
70,1%	76.9%

Fonds mondial de services financiers Altamira	
1 AN	Depuis sa création†
20.5%	29.5%

Toutes lignes ouvertes. Vous pouvez contacter Altamira direct comme il vous plaît. Par téléphone, télécopieur, le web ou la poste. Ou encore en vous présentant à une de nos succursales.

Composez: 1 888-ALTAMIRA (1 888 361-2354) Cliquez: www.altamira.com Visitez: votre conseiller financier.

CANADA

TECHNOLOGIE

DÉMOGRAPHIQUE

GLOBAL

Des frais de gestion et d'exploitation et des commissions de suivi peuvent étre encours pour l'investissement dans les fonds communs de placement. Les taux de rendement représentent les taux de rendement annuels composés historiques des périodes terminées le 31 décembre 2000. Ils tiennent compte de la variation de la valeur des parts et du réinvestissement de toutes les distributions, mais excluent tous frais d'acquisition, de rachat, de distribution ou autres frais optionnels et les impôts sur le revenu payables par les porteurs de parts qui auraient réduit les rendements. Pour les performances plus récentes, renseignez-vous auprès de Services Financiers Altamira Ltée. Comme tous les fonds d'Altamira, il n'y a aucuns frais d'entrée ou de sortie. Seul un frais unique d'ouverture de compte de 40 \$ s'applique lorsque le fonds est acheté directement de Services Financiers Altamira Ltée. Consultez notre prospectus simplifié avant d'investir. Des frais de retrait anticipé de 2 % (payables au fonds) peuvent s'appliquer sur le produit de rachat ou d'échange attribuable aux parts achetées et détenues pendant moins de 90 jours. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leurs valeurs peuvent fluctuer et le rendement passé ne garantit en rien le rendement futur. Ces fonds peuvent ne pas convenir à tous les investisseurs. †14 juillet 1999. *Primé en 1999 et 2000 au Mutual Fund Awards Gala.

ÉLU PAR LES INVESTISSEURS SOCIÉTÉ DE FONDS DE L'ANNÉE. 2 ans de suite*.

Dédiés à votre enrichissement

TAUX D'INTÉRÊTS																				
	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME						HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES								
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES																				
La Banque HSBC Canada	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
B. Nationale du Canada	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.80	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Comm. Italienne	5,000	r3.75	r3.80	r3.80	r3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Laurentienne	5,000	3.75	4.10	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Manuvie	25,000	5.15	5.15	5.15	5.00	5,000	5.00	5.00	5.20	5.30	5.30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
NBG Bank	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Royale	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	500	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.20	7.75	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Scotia	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	500	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.25	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Toronto Dominion	5,000	4.10	4.25	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	—	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque de Montréal	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	5.25	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Fédé des Caisses de Mtl	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.25	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
CIBC	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	6.24	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
FIDUCIES																				
Canada Trust	5,000	r4.05	r4.20	r3.75	r3.80	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.25	8.30	7.85	—	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Caisse-Employes Bell Cda	1,000	4.00	4.00	4.00	4.00	1,000	4.60	4.70	4.80	4.90	5.00	7.50	7.75	6.75	7.75	6.75	6.75	6.75	6.75	6.75
Fiducie Desjardins	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Groupe Investors	0	—	—	—	—	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
MCAP Mortgage Corp.	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	—	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
La Maritime	0	—	—	—	—	5,000	r4.62	r4.62	r4.75	r4.75	r4.95	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London Life	0	—	—	—	—	1,000	4.25	4.30	4.40	4.50	4.80	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust Général	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.80	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Fiducie Standard Life	5,000	3.88	3.88	3.88	4.00	1,000	4.50	4.50	4.62	4.75	4.88	—	—	—	—	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Promutuel Capital	5,000	r3.90	r3.95	r3.95	r4.00	1,000	4.15	4.25	4.40	4.65	4.85	—	8.30	—	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust National	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust Royal	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	500	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.20	7.75	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust La Laurentienne	3,000	3.75	4.10	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	—	—	—	—	—	—	—	—
GOUVERNEMENT																				
Placements Québec (1)	0	—	—	—	—	500	4.45	4.60	4.85	5.15	5.20	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Les taux sont fournis par les services financiers Cannex qui les ont transmis à La Presse hier à 17h.
Les lecteurs peuvent en tout temps consulter les taux de Cannex sur internet à l'adresse suivante HTTP://WWW.CANNEX.COM
Les abréviations suivantes sont: « j. » = jour, « Min. » = placement minimum, « m. » = mois, « o. » = hypothèque ouverte, « f. » = hypothèque fermée, « r » = dépôts rachetables.
(1) Obligation à terme à taux fixe

Nous rencontrer, c'est rencontrer
plus de **15** institutions financières
en un seul rendez-vous.
www.multi-prets.com

“ Le leader en courtage hypothécaire au Canada ”



MULTI-PRETS
HYPOTHÈQUES

(514) 287-1211
SERVICES GRATUITS* 1 800 798-PRÊT (7 jours/sem.)

Courtier immobilier agréé *Hypothèque résidentielle, propriétaire occupant

1 an • 6,89 %

3 ans • 6,55 %

5 ans • 6,64 %

10 ans • 7,15 %

POSSIBILITÉ DE GARANTIR VOTRE TAUX JUSQU'EN AOÛT 2001 • CONTACTEZ-NOUS

Nouvel accord international sur le capital des banques

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

Depuis 1988, les banques, dans la plupart des pays du monde, doivent avoir un capital égal à 8 % de leurs actifs, selon l'Accord de Bâle. Mais cet accord est en voie d'être modifié pour mieux refléter la réalité.

Ce projet du Comité de Bâle a été publié par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), afin de permettre au public canadien de le commenter. Sa mise en oeuvre intégrale est prévue en 2004.

L'accord de 1988, signé par une douzaine de pays industrialisés, avait introduit une certaine uniformité dans le marché bancaire international. Mais il est trop simpliste et rigide pour bien servir les intérêts du public et des banques.

En effet, une banque qui veut maximiser ses bénéfices aux dépens de la sécurité de ses déposants peut augmenter le volume de ses prêts qui présentent un risque certain et qui ont un rendement élevé. C'est encourager les obligations de pacotille (*junk bonds*) au détriment des obligations d'État.

Par ailleurs, l'ancienne méthode ne tient pas compte des garanties de prêt, qui peuvent diminuer le risque, ni des produits dérivés, qui agissent dans le même sens... quand ils ne présentent pas un risque élevé eux-mêmes.

Les modifications introduites par le Comité de Bâle prévoient une pondération selon le niveau de risque des actifs, dans le calcul du capital requis pour une banque. L'exigence d'un capital de 8 % des actifs est retenue, mais peut varier afin de refléter la situation financière de l'emprunteur. Ainsi, les meilleurs risques souverains — les obligations du Canada par exemple — ont une pondération de 0 %, ce qui signifie qu'aucun capital n'est requis. Les pires risques souverains, par contre, ont une pondération de 150 %, ce qui représente un capital de 12 % du montant du prêt.

Cela signifie que les systèmes bancaires nationaux seront plus sains et qu'il y aura moins de risque de faillites bancaires. De plus, en exigeant un capital élevé pour des prêts plus dangereux, leur coût augmentera et ils n'offriront pas automatiquement une marge de bénéfices plus généreuse.

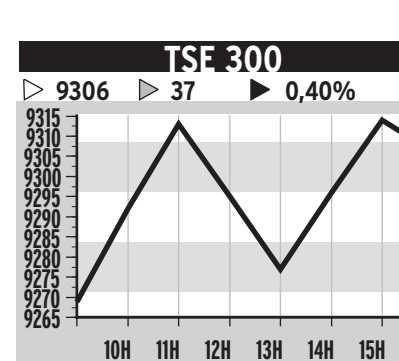
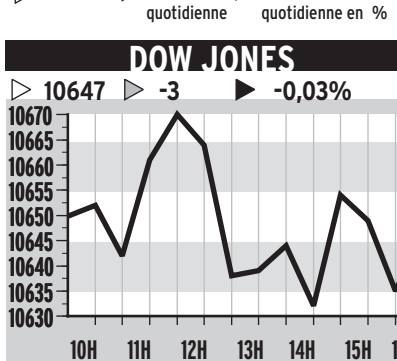
L'accord prévoit des exigences minimales, mais les autorités réglementaires nationales peuvent les adapter aux besoins spécifiques des banques et des marchés. Les règles pourront être appliquées telles quelles, mais les banques plus sophistiquées choisiront sans doute de mettre au point leur propre méthode d'évaluation des risques, étant donné qu'elles sont censées bien connaître les particularités de leur clientèle.

Cette option correspond d'ailleurs à la conception contemporaine du banquier, qui cherche des solutions économiquement saines dans un marché relativement libre, alors que ses prédécesseurs cherchaient à maximiser les bénéfices dans un univers strictement réglementé. Le métier de banquier revient avant tout à gérer les risques financiers. Beaucoup de banques investissent dans des recherches mathématiques sur le risque, afin de mieux le gérer et mieux servir leurs clients. Les modifications à l'Accord de Bâle encouragent cette évolution et cherchent à la mettre davantage au service du public.

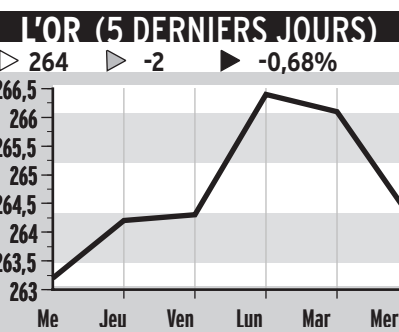
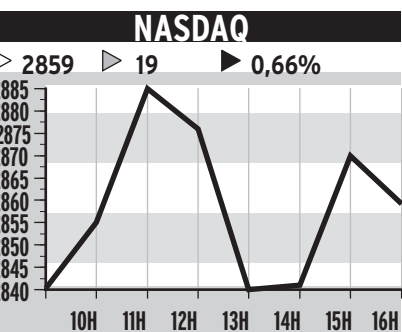
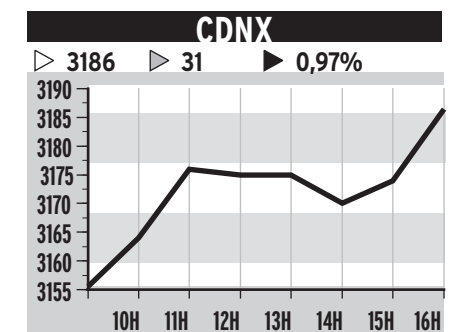
Nicholas Le Pan, surintendant adjoint du BSIF, assure que les grandes banques canadiennes ont un niveau élevé de sophistication dans leur organisation et leurs activités. Le bureau travaillera avec elles pour mettre au point les détails de la réglementation canadienne. Elles devront lui dévoiler leur méthodologie dans l'élaboration d'un système interne d'évaluation du risque, afin d'être sûres qu'il sera conforme au nouvel accord. Les banques devront aussi rendre publics certains éléments de leur méthode, car ils serviront à déterminer leurs besoins de capitaux neufs.

Enfin, le BSIF cherche aussi à élaborer des règles plus simples à l'intention des petites institutions de type bancaire, dont les activités ne dépassent pas les frontières du Canada.

► Fermeture ► Variation quotidienne ► Variation quotidienne en %



LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LA BOURSE EN BREF

CDNX

VOLUME	
Mercredi	39 892 972
Mardi	43 413 044

INDICES CDNX	
Marché(CDNX)	3186,3 3159,3 3186,3 +30,7

FAITS SAILLANTS

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	8 457	9 486
Gains	281	269
Pertes	272	278
Inchangées	521	557

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
BRWave Vens Inc	1 721 333	0,3	+0,25
Wave TeleComms	1 095 865	0,6	+0,01
Kenrich Mng Corp	747 500	0,1	+0,06
Unique Broadband	698 449	2,3	+0,1
Exclamation	634 450	0,6	-0,02

NEW YORK

VOLUME	
Mercredi	1 217 572 030
Mardi	1 217 572 030

INDICES DOW JONES

	Haut	Bas	Ciôt.	Var.
30 Industries	10803,5	10483,5	10646,9	-2,8
20 Transports	3019,5	2903,3	2942,1	-59,8
15 Serv.pub.	374,6	362,9	368,3	+5,2
Composés	3264,4	3160,2	3207,6	-4,0

FAITS SAILLANTS

	Mercredi	Mardi
Actions	3 328	3 314
Gains	1 442	1 977
Pertes	1 413	885
Inchangées	473	452
Hauts 00	134	142
Bas 00	7	7

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
Lucent Tech	48 419 000	19,6	+0,8
Compaq Comp	31 207 600	21,8	+1,8
AOL Time Warner	31 065 700	55,7	+0,6
Pfizer Inc.	21 465 200	42,9	+1,6
Gen Electric	18 836 500	46,3	-0,3
Nortel Network	18 337 200	40,0	+0,3
EMC Corp	17 943 600	79,4	-0,1

INDICES STANDARD & POOR'S

	Haut	Bas	Ciôt.	Var.
400 Industrielles	1610,5	1595,1	1604,0	+2,4
20 Transports	699,5	580,9	686,9	-11,8
Serv. pub.	318,1	311,0	314,9	+3,6
40 Finances	164,0	161,4	163,3	+1,3
500 Composés	1369,7	1357,2	1364,3	+3,9
00 Composés	717,2	710,7	714,3	+2,2

TORONTO

VOLUME	
Mercredi	163 080 000
Mardi	201 311 000

INDICES DE TORONTO	
TSE 35	585,3 581,3 583,6 +0,6
TSE 100	579,1 574,9 577,7 +2,6
TSE300	9316,3 9277,5 9306,1 +37,3
S&P 60	554,6 +2,1
Aurifères	4404,2 +145,2
Les financiers	10806,6 +92,5
Mines et Métaux	3782,2 +6,1
Oil & Gas	8011,7 +31,5
Industrielles	9101,4 +51,1

FAITS SAILLANTS

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	1 282	1 314
Gains	511	539
Pertes	493	479
Inchangées	278	296
Hauts 01	32	33
Bas 01	15	10

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
Nortel Networks	10 981 404	60,3	+0,2
Norfield Inc.	7 511 393	0,1	+0,02
William Multi-Tech	7 252 346	0,03	stable
Berkley Petroleum	6 381 209	11,05	-0,05
Mackenzie Financial	3 766 847	27,9	+1,0
Canadian Pacific Ltd.	3 618 745	42,8	+0,05
Laidlaw Inc.	3 434 606	0,2	-0,01
Gulf Can Resources	2 935 536	6,2	-0,05
Bombardier B	2 249 710	23,1	-0,10
BCE Inc.	2 219 620	41,50	+0,2

NASDAQ

VOLUME	
Mercredi	2 494 715 907
Mardi	2 212 357 301

INDICES NASDAQ

	Haut	Bas	Ciôt.	Var.
Composite	2892,3	2828,3	2859,1	+18,7
Industrielles	1679,3	1650,8	1666,7	+3,9
Banques	1926,5	1915,9	1924,8	+2,6
Assurances	2059,1	2037,0	2044,8	-13,0
Finances	2634,4	2555,1	2621,3	+52,7
Transports	1171,4	1159,2	1160,8	-4,5
Telecom.	573,1	558,9	565,4	-2,7

FAITS SAILLANTS

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	4 936	4 938
Gains	2 071	2 392
Pertes	1 734	1 455
Inchangées	1 131	1 091
Hauts 01	89	89
Bas 01	11	18

VALEURS LES PLUS ACTIVES

Valeurs	Volume	Ciôt.	Var.
Intel Corp	72 358 000	36,2	+0,8
Cisco Syst.	67 908 700	42,5	-0,06
Oracle Corp	62 897 800	30,0	-1,4
MicroSoft	52 233 700	62,9	+2,3
Sun Microsyst	49 891 600	32,7	+1,1

LES RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

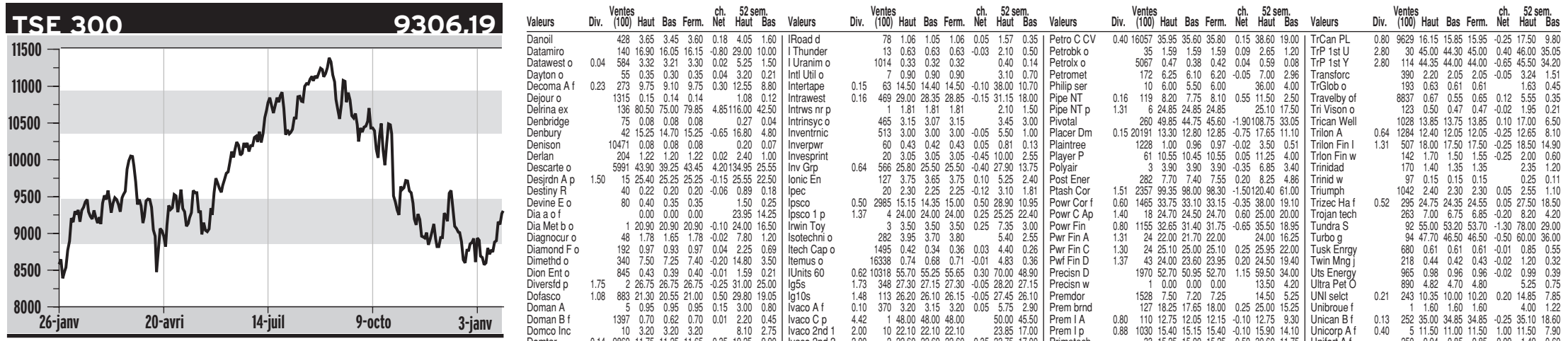
Compagnies	L'an dernier	Revenus bruts (\$000)	Var. Courant	L'an dernier	Var.
Résultats en dollars canadiens					
Corby Distilleries (distillerie) Tor., Ont., 1er trim. 30 nov.	8771	7583	+15%		
Shell Canada Ltd. (pétrole)Calg., Alb., Année 31 déc.	1,25	1,08		28019	25297 +10%
	3,04	2,22		8189000	5379000 +52%
Résultats en dollars américains					
Alcan Aluminium Ltd. (aluminium)Mtl., Qc., Année 31 déc.	618000	460000	+34%		
	2,45	2,06		92444000	75030000 +23%
Bristol Myers (médic.)Cosmêt.N.Y., N.Y., Année 31 déc.	4711000	4167000	+13%		
	2,36	2,06		213310	202220 +5%
Chevron (pétrole)San Fr., Cal., Année 31 déc.	5185000	2070000	+150%	00	00
	7,97	3,14		519960	365860 +42%
DuPont (prod. chimique)Wilm., Del., Année 31 déc.	2314000	7690000	-69%	00	00
	2,19	6,99		292680	278920 +4%
Exxon Mobil (pétrole)Irving, TX Année 31 déc.	177200	7910000	+124%	00	00
	5,04	2,25		232737	185527 +25%
Harris Corp. (électronique)Melbor., Fl., 1er sem. 29 déc.	(18800)	22900	—	000	000
	(0,28)	0,21		947300	839800 +12%
Hilton Hotels (gest. hôt.)Beverly H., CA Année 31 déc.	272000	216000	+25%		
	0,73	0,58		3451000	3161000 +9%
Intl. Paper (pâtes&papiers)N.Y., N.Y., Année 31 déc.	142000	183000	-22%		
	0,32	0,44		282000	246000 +14%
Martin Marietta (aluminium)N.Y., N.Y., Année 31 déc.	112000	125800	-10%	00	00
	2,39	2,68		1571500	1434000 +5%
McDonald's Corp (restaurant)Oakbrook, Ill., Année 31 déc.	1977300	1947900	+1%		
	1,46	1,39		142430	132593 +7%
Nicor Inc. (soc. de gest.)Naperv., Ill., Année 31 déc.	46700	124100	-62%	00	00
	1,00	2,62		2298100	1615200 +42%
Northrop Grumman (fab.&vte d'avions)Los A., Cal., Année 31 déc.	608000	467000	+30%		
	8,58	6,69		7618000	7616000 +0%
Owens-Corning (verre-cont.)Toledo, Ohio Année 31 déc.	(465000)	270000	—		
	n,disp.	n,disp.		4940000	5048000 -2%
Sara Lee (alimentation)Chicago, Ill., 1er sem. 30 déc.	1052000	647000	+62%		
	1,20	0,70		9212000	8873000 +3%
Texaco Inc. (pétrole)N.Y., N.Y., Année 31 déc.	2542000	1177000	+115%		
	4,65	2,14		511300	356910 +43%
TRW Inc. (conglomérat)Clev., Ohio Année 31 déc.	438100	468800	-6%	00	00
	3,51	3,80		172311	169694 +1%
Weyerhaeuser Co. (pâtes&papier)Tacoma, Was., Année 31 déc.	840000	527000	+59%	00	00
	3,72	2,56		159800	127800 +25%

Suite à la page D 14

CDNX

Volume	39 892 972
Fermeture	3186,38
Variation	+30,74

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch.	Ferm.	Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.
A - B											
A&E Cap Fund y	16	0,15	0,15	0,15			Alvanchote	200	0,24	0,23	0,24
A&E Cap Fund y	10	0,15	0,15	0,15			Avance Vens a	372	0,80	0,75	0,76
A&E Global	30	0,25	0,25	0,25	-0,05		Avance Ven	100	0,41	0,39	0,39
A&E Inds	125	1,00	0,85	1,00	0,10		Average Techs	30	0,09	0,09	0,09
A&E Mntis a	2810	0,08	0,07	0,07	0,01		AVC Ven Cap	15	0,16	0,16	0,16
Abacus Mntis a	202	0,02	0,02	0,02	0,01		Aventura Egv	1175	0,19	0,16	0,19
Abbitl Mng	160	0,04	0,04	0,04	0,01		AVL Int	525	0,23	0,21	0,21
Absolut Res	75	0,03	0,03	0,03			AVVA Techs	400	0,20	0,18	0,20
Absolute Swt	45	0,74	0,70	0,70	-0,04		AVV Comm	15	0,16	0,16	0,16
Abstr Act	100	0,22	0,22	0,22			Balcavara Mnt	130	0,04	0,04	0,04
Acadia Int'l	4	1,50	1,50	1,50			Ballad Entm	160	0,11	0,11	0,11
AcenTech Inc	275	0,59	0,58	0,59			Barro Corp y	113	0,07	0,06	-0,40
Acadia Evx Inc	5	0,24	0,24	0,24	0,05		Barro Corp y	240	0,13	0,13	0,13
Acadia Evx Inc	430	0,10	0,09	0,09	-0,03		Baron Bay	8	1,08	1,08	1,08
Active Acmi	390	0,49	0,48	0,48	0,06		Battlefield	1430	0,04	0,03	0,04
Active City y	300	0,05	0,05	0,05	0,01		Bay Inc Int'l	5	0,39	0,39	0,39
Adamas Res t	170	0,08	0,08	0,08			Beaumont	15	0,13	0,13	0,13
Adaptive Mar	17	0,16	0,16	0,16	-0,04		Beaumont	760	0,40	0,38	0,38
Adia Res Ltd	25						Beau Per Int	1160	0,24	0,18	0,23
Admiral Bay	20	0,16	0,16	0,16	0,01		Beauford Cons	350	0,05	0,05	0,05
ADR Global	20	0,41	0,41	0,41	-0,01		Beck Corp	30	0,16	0,16	0,16
Adventure US	50	0,08	0,08	0,08	0,02		Belmont Res a	6	0,18	0,18	0,18
Aegean Int'l y	20	0,04	0,04	0,04			Belmont Res a	35	0,25	0,25	0,25
Africa Mntis a	190	0,29	0,28	0,28	0,03		Betacom Corp y	830	0,90	0,71	0,90
African Sky	325	0,46	0,46	0,46	0,01		Betacom Corp y	23			
African Res	159	0,38	0,38	0,38	0,01		BigCrawler	190	0,09	0,09	0,09
AFT Corp	28	2,50	2,50	2,50			Big Data	50	0,18	0,18	0,18
Agrius Res	165	0,25	0,25	0,25	0,05		Big Black	300	0,08	0,08	0,08
Alamo Mntis a	62	0,23	0,23	0,23	-0,05		Big Pic Tech	245	1,00	0,95	0,98
Alamos Mntis a	358	0,07	0,07	0,07			Bioevent	212	0,22	0,20	0,20
Alanta Vnt y	405	0,22	0,22	0,22	0,01		Biomax Techs	201	0,17	0,15	0,17
Alcan Vens	390	0,49	0,48	0,48	0,06		BioSante a	30	0,90	0,90	0,90
Algon	68	0,20	0,20	0,20	-0,01		BioSpec	133	0,38	0,38	0,38
Alint Int'l y	11	1,66	1,66	1,66	0,36		BioSpec	594	0,60	0,60	0,60
Alliance y	42	0,70	0,70	0,70	-0,20		Birch Mnt a	80	0,79	0,74	0,74
Alliant Egv a	72	1,18	1,18	1,18			Bison Res a	20	0,62	0,62	0,62
Alma Cap	5	0,40	0,40	0,40	0,01		Bitterroot	205	0,12	0,11	0,11
Almond Secm	120	0,47	0,47	0,47	0,04		Bitterroot	133	0,10	0,10	0,10
Almen Res a	50	0,18	0,18	0,18			Blackstone	380	0,12	0,11	0,12
Alpaca Cap	2165	0,29	0,28	0,28	0,05		Blackwater	10	0,35	0,35	0,35
Alpha Gld	70	0,42	0,42	0,42	0,05		Blackwater	10	0,35	0,35	0,35
Alpha Group	73	0,55	0,54	0,54	-0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alta Star Mnt	930	0,15	0,12	0,12	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altus Res	165	0,25	0,25	0,25	0,02		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altium	38	1,50	1,48	1,48	0,03		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altium Res	120	0,26	0,26	0,26	0,08		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altium Res	775	0,28	0,28	0,28	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Angios Softw	337	0,84	0,78	0,78	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Antech Entp	599	1,15	1,05	1,05	0,02		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Antim Res	275	0,85	0,85	0,85	0,10		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Apparel Res	200	0,15	0,14	0,14	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Apparel Res	25	0,84	0,84	0,84			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Apparel Wt A	50	0,20	0,20	0,20	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Applied Corp	30	0,25	0,25	0,25	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Cap Fund y	16	0,15	0,15	0,15			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Global	30	0,25	0,25	0,25	-0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Inds	125	1,00	0,85	1,00	0,10		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Mntis a	2810	0,08	0,07	0,07	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Abacus Mntis a	202	0,02	0,02	0,02	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Abbitl Mng	160	0,04	0,04	0,04	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Absolut Res	75	0,03	0,03	0,03			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Absolute Swt	45	0,74	0,70	0,70	-0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Abstr Act	100	0,22	0,22	0,22			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Acadia Int'l	4	1,50	1,50	1,50			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
AcenTech Inc	275	0,59	0,58	0,59			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Acadia Evx Inc	5	0,24	0,24	0,24	0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Acadia Evx Inc	430	0,10	0,09	0,09	-0,03		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Active Acmi	390	0,49	0,48	0,48	0,06		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Active City y	300	0,05	0,05	0,05	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Adamas Res t	170	0,08	0,08	0,08			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Adaptive Mar	17	0,16	0,16	0,16	-0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Adia Res Ltd	25						Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Admiral Bay	20	0,16	0,16	0,16	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
ADR Global	20	0,41	0,41	0,41	-0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Adventure US	50	0,08	0,08	0,08	0,02		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Aegean Int'l y	20	0,04	0,04	0,04			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Africa Mntis a	190	0,29	0,28	0,28	0,03		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
African Sky	325	0,46	0,46	0,46	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
African Res	159	0,38	0,38	0,38	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
AFT Corp	28	2,50	2,50	2,50			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Agrius Res	165	0,25	0,25	0,25	0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alamo Mntis a	62	0,23	0,23	0,23	-0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alamos Mntis a	358	0,07	0,07	0,07			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alanta Vnt y	405	0,22	0,22	0,22	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alcan Vens	390	0,49	0,48	0,48	0,06		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Algon	68	0,20	0,20	0,20	-0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alint Int'l y	11	1,66	1,66	1,66	0,36		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alliance y	42	0,70	0,70	0,70	-0,20		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alliant Egv a	72	1,18	1,18	1,18			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alma Cap	5	0,40	0,40	0,40	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Almond Secm	120	0,47	0,47	0,47	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Almen Res a	50	0,18	0,18	0,18			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alpaca Cap	2165	0,29	0,28	0,28	0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alpha Gld	70	0,42	0,42	0,42	0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alpha Group	73	0,55	0,54	0,54	-0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Alta Star Mnt	930	0,15	0,12	0,12	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altus Res	165	0,25	0,25	0,25	0,02		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altium	38	1,50	1,48	1,48	0,03		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altium Res	120	0,26	0,26	0,26	0,08		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Altium Res	775	0,28	0,28	0,28	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Angios Softw	337	0,84	0,78	0,78	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Antech Entp	599	1,15	1,05	1,05	0,02		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Antim Res	275	0,85	0,85	0,85	0,10		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Apparel Res	200	0,15	0,14	0,14	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Apparel Res	25	0,84	0,84	0,84			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Apparel Wt A	50	0,20	0,20	0,20	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Applied Corp	30	0,25	0,25	0,25	0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Cap Fund y	16	0,15	0,15	0,15			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Global	30	0,25	0,25	0,25	-0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Inds	125	1,00	0,85	1,00	0,10		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
A&E Mntis a	2810	0,08	0,07	0,07	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Abacus Mntis a	202	0,02	0,02	0,02	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Abbitl Mng	160	0,04	0,04	0,04	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Absolut Res	75	0,03	0,03	0,03			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Absolute Swt	45	0,74	0,70	0,70	-0,04		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Abstr Act	100	0,22	0,22	0,22			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Acadia Int'l	4	1,50	1,50	1,50			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
AcenTech Inc	275	0,59	0,58	0,59			Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Acadia Evx Inc	5	0,24	0,24	0,24	0,05		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Acadia Evx Inc	430	0,10	0,09	0,09	-0,03		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Active Acmi	390	0,49	0,48	0,48	0,06		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Active City y	300	0,05	0,05	0,05	0,01		Blacklight	10	0,35	0,35	0,35
Adamas Res t	170	0,08	0,08	0,08							



COMMENT LIRE LES COTES FINANCIÈRES

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres transigés au cours de la période. La valeur des titres est exprimée en dollars. Seules les deux premières décimales apparaissent.

Div Dividende par action sur une base annuelle. Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Ventes En centaines sauf si la mention «>» (unités) apparaît. Les ventes indiquées sont calculées à la clôture officielle.

Haut Sommet atteint par le titre au cours de la période.

Bas Plancher touché par le titre au cours de la période.

Ferm. Cours à l'arrêt des transactions.

Ch. Variation par rapport au cours de fermeture de la séance précédente (lot régulier).

EXPLICATION DES CODES

Bourse de Toronto et Montréal

p ou c Titre assujéti à une réglementation spéciale.

z Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

W Unités de capital-actions.

pr Offre de dividende.

ro Offre de dividende.

Bourse CDNX

p Compagnie mature.

c Capital de risque.

p Toutes les autres compagnies sont juniors

Bourse de New York

g Dividende en dollars canadiens.

e Dividende extraordinaire.

d Dividende en action.

c Dividende spécial faisant suite à une liquidation.

a Dividende annuel plus un dividende extraordinaire.

i Paiement suspendu du dividende.

s Après fractionnement d'actions.

x Ex-dividende.

n Nouveau bas de l'année.

pt Action privilégiée.

wt Bon de souscription.

vs Suspension des transactions.

vi Situation de faillite.

Fonds communs de placement

Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation connue du fonds.

Ces données sont pour information seulement et sont sujettes à confirmation après l'émission.

g Avec frais de rachats.

e Avec frais d'achat ou de rachat.

y Évaluation différée.

n Non disponible.

u En dollars américains.

x Ex-dividende. Ex-dividende signifie que l'acheteur du fonds n'a pas droit au dividende pendant la période.

m Achats minimum de 150 000.

i Institut des fonds d'investissement du Canada.

vanpa Signifie que le fond exige des frais à l'achat. Valeur liquidative nette par action.

Valeurs	Div.	100	Haut	Bas	Ferm.	Net	Haut	Bas	
A - B									
Adco sys		33	700	610	645	035	1475	450	
Adco		28	395	395	395	1475	150	325	
Adco Gr		33	700	610	645	035	1475	450	
ADCS Inc A		300	098	095	095	01	290	056	
Ad B F	0.20	839	265	260	2640	010	2845	115	
Adt adv		161	132	127	129	002	247	108	
Adm Tech		62	340	340	340	095	845	228	
Adm A		161	132	127	129	002	247	108	
Adm Int o		11120	010	009	009	001	680	006	
Adm Art v		250	515	450	515	065	890	400	
At plastics		140	250	240	245	040	177		
At C can		132	625	440	440	095	1475	450	
At C can		8171	110	980	980	020	330	480	
ATS AUTO		366	230	220	225	075	1050	1890	
Astra T		3	950	950	950	950	1700	500	
Aber dm		342	1225	1110	1115	065	1460	750	
Advanta o		5500	1385	1245	1255	095	1400	1080	
Accord Fin	0.14	2	500	510	590	010	680	500	
Acetex		10	680	680	680	10	1450	1100	
Acktion	0.25	8	1400	1350	1400	050	1590	500	
Adernia o		136	011	011	011	038	038		
Advanta o		940	145	133	139	1	490	068	
Adm o		185	110	110	1145	010	2165	700	
Afton o		5	110	105	110	105	2300	090	
Agnico E	0.03	1662	965	920	920	070	1175	730	
Agrium	0.16	5289	1060	1070	1785	020	2210	1000	
Alcan A		100	100	100	100	015	100	100	
Ainsworth		29	475	450	450	025	815	375	
Air Canada		5993	1100	1145	1155	010	1250	780	
Air Can f		1349	990	940	950	050	1925	700	
Airbuss o		11	125	123	125	010	1300	070	
Alco	0.36	20	100	100	100	010	1300	070	
Alcan G r		260	085	084	085	004	139	177	
Alt Energy		404	5241	6265	6115	6175	900	7615	930
Alt Ener p		212	155	155	2510	2510	025	2915	2370
Alcan C r		187	58	250	250	2565	035	2600	2425
Alcan C p		187	58	250	250	2565	035	2600	2425
Alcalcat		256	930	930	930	930	159250	700	
Alveidson o		100	038	037	037	037	050	016	
Alco Gr A		34	644	644	644	012	102	012	
Algo Cent		1	2300	2300	2300	3200	2005	005	
Alg steel		329	060	056	057	020	290	030	
Alcan	0.90	1040	3400	3310	3370	070	1475	2645	
Albanc B t		132	240	240	240	095	845	228	
Albanc		132	4825	475	4825	080	4825	2850	
Albanc Sp B	1.68	15	2620	2590	2620	030	2665	2400	
Alt At p f		1139	210	205	205	065	2750	1450	
Alt Forest		349	1380	1355	1355	040	2600	1330	
Alt G r		0	098	095	095	01	290	056	
Altagas		102	2345	535	545	040	700	540	
Alt Res o		30	020	020	020	150	014		
Altare o		677	235	225	229	2037	115		
Altare o		677	235	225	229	2037	115		
Am Eco		60	002	002	002	001	225	001	
Am Leduc		160	040	040	040	001	045	023	

MONTREAL

Mauvaises projections

Imax plonge sa plume dans l'encre rouge

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO – L’entreprise de projection sur écran géant Imax, de Mississauga, en banlieue de Toronto, a subi une gifle en Bourse, hier, après avoir émis un autre avertissement de profits moindres, son deuxième en quelques mois.

Cette entreprise, qui avait tenté en vain l’automne dernier de se trouver un acheteur ou un partenaire important, a indiqué que les difficultés financières de plusieurs gros exploitants de salles de cinéma ont réduit la demande pour sa technologie et ses services.

Imax compte 220 écrans géants en exploitation sous licence dans 28 pays, et chapeaute diverses filiales de conception et de fabrication d’équipements. Sa technologie découle de prototypes audiovisuels

lancés à Montréal lors de l’Expo 67.

Pour son exercice 2000, Imax s’attend désormais à un profit de 30 cents par action, ce qui est inférieur de moitié à l’objectif de 60 à 70 cents par action dont elle avait fait part l’automne dernier. La moyenne des prévisions d’analystes boursiers était d’un profit de 66 cents par action, selon les données recueillies par la firme First Call/Thomson Financial.

Par ailleurs, Imax a indiqué qu’en raison de changements à certaines méthodes comptables, son résultat net pour l’ensemble de l’exercice 2000 serait une « perte substantielle ». L’entreprise s’attend de surcroît à ce que les problèmes financiers de ses clients continuent de nuire à ses résultats de l’exercice 2001.

Au début de décembre, l’agence financière Moody’s, de New York, avait fortement réduit la cote de crédit sur la dette de 300 millions d’Imax.

Durant les trois premiers trimes-tres de son exercice 2000, Imax a

réduit son profit net à 4,9 millions par rapport à 7,5 millions un an plus tôt, alors que ses revenus étaient en hausse de 48 % en un an à 167,5 millions.

Hier, ses dirigeants ont indiqué qu’Imax avait encore 38 millions en encaisse pour faire face aux difficultés à court terme de son secteur.

N’empêche, les investisseurs boursiers n’ont pas été cléments: ils ont laissé choir les actions d’Imax à 7,15 \$ à la Bourse de Toronto, une baisse de 20 % ou de 1,75 \$.

À environ 7 \$ l’action, Imax cote tout juste au-dessus de son cours moyen depuis octobre dernier. Mais elle se situe encore à une fraction de sa valeur de 35 \$ par action d’il y a un an.

Imax avait fortement chuté en Bourse, soit de 40 \$ à 7 \$, entre le début de septembre et la mi-octobre, alors que ses résultats se détérioraient rapidement et que sa recherche d’un partenaire était infructueuse.

La production minière québécoise va chuter de moitié d’ici 2005

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

ROUYN-NORANDA — La crise de l’industrie minière au Québec pourrait se traduire par 2500 pertes d’emplois (dont 2000 en Abitibi-Témiscamingue) et des expéditions minérales annuelles réduites de plus d’un demi-milliard de dollars d’ici quelques années.

Le nombre des mines en production, de même que les exportations et les emplois, estime-t-on dans cette industrie, vont à court terme chuter de moitié, faute d’avoir investi suffisamment dans l’exploration minière pour renouveler les réserves ces dernières années.

Les géologues et les porte-parole de l’Association minière du Québec (AMQ) de même que ceux de l’Association des prospecteurs du Québec (APQ) sont catégoriques. Au rythme où vont les choses, des 23 mines de métaux non ferreux actuellement en exploitation au Québec, il n’en restera pas plus qu’une dizaine en 2005.

Fermetures de mines

À cause de l’épuisement des réserves et des prix déprimés des métaux, de l’or notamment, les mines Beaufort (Val-d’Or), Gonzague-Langlois (Lebel-sur-Quévillon) et Joe Mann (Chibougamau) ont fermé leurs portes ces dernières semaines. Pour sa part, la mine Francoeur (Rouyn-Noranda) mettra le cadenas cette année. « Depuis dix ans, on a déjà perdu au moins 25 % des emplois ! » constate l’économiste Luc Blanchette, de Développement et Ressources humaines Canada. Mais c’est surtout le désintéret des investisseurs qui constitue maintenant le talon d’Achille de l’industrie minière.

Selon l’APQ, la conjonction du prix déprimé des métaux, la retombée persistante du scandale Bre-X et un effet secondaire de l’engouement des investisseurs pour les titres de haute technologie expliquent la situation. Les investissements en exploration minière au Québec ont plafonné à 98 millions en 1999, une glissade qui se poursuit depuis des années. Les juniors,

qui engrangeaient des centaines de millions de fonds publics grâce aux accredités des années 1980, ne récoltaient plus que 70 millions en 1997, 39 millions en 1998 et 16 millions l’an dernier.

Pour maintenir l’industrie, donc les emplois et les expéditions, il faut remplacer la production de chaque année par de nouvelles découvertes. D’où cet argent des investisseurs en exploration qui manque si cruellement aujourd’hui.

« Pour simplement renouveler les réserves, on aurait besoin de 150 millions injectés dans l’exploration chaque année pendant cinq ans », explique Daniel Bernard, directeur général de l’APQ.

Déjà six mines ont définitivement ou temporairement fermé leurs portes : Gallen, Gonzague-Langlois, Gaspé, Joe Mann, Joubi et East Amphi. Et beaucoup d’autres vivent sur du temps emprunté, avec cinq ou six ans comme échéancier : Bouchard-Hébert, Louvencourt, Selbaie, Bousquet, Beaufort, Géant-Dormant, Kiéna, Mouska et Troilus.

Fermées ou hypothéquées, ces mines représentent en gros la moitié des emplois et des expéditions minérales de la province.

Les projets miniers en développement pendant ce temps se font dramatiquement rares. Tout au plus trois projets : Verglas à Rouyn-Noranda, LaCorne près de Val-d’Or et Persévérance à Matagami.

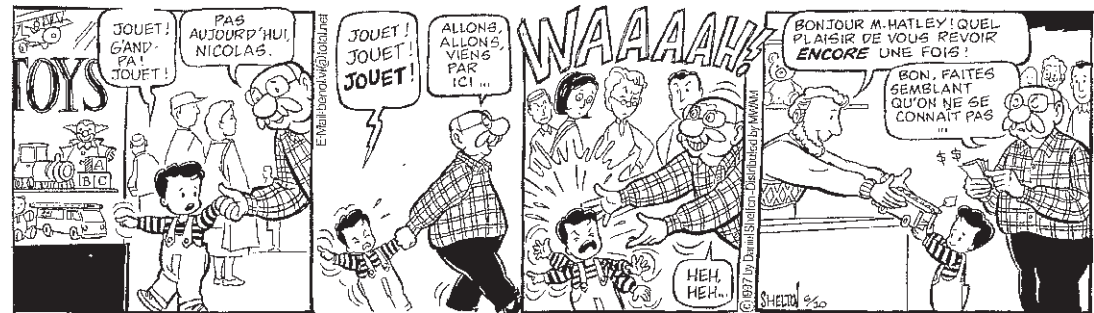
Pour une dernière fois...

C’est sans doute la dernière année où le ministre de Ressources naturelles, Jacques Brassard, pourra, dans un communiqué qui sera publié au cours des prochains jours, parler d’une stabilité de la production miniérale. Le ministre fera état de 3,6 milliards d’expéditions en 2000, incluant la production de fer et de métaux industriels.

Le sous-financement de l’exploration minière est un mal répandu partout dans le monde. Alors que le désinvestissement atteint 32 % depuis 1997 au Québec, il a été de 41 % pour l’industrie minière canadienne et de 42 % sur le plan mondial.

FONDS																																									
Suite de la page D10																																									
VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg	VANPA		Chg						
MEMBRES																																									
cOE Sae Mv	10.97	-01	aActEPMv	12.34	-03	oEE Mnv	10.13	-01	oRbp acQu	10.30	-02	oRAM AcQu	10.23	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oAM Mnv	10.90	-02	oActDnmq Mv	11.57	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07
oCRA Tal Mv	11.02	-02	oActEPMv	12.34	-03	oCI C.I. Mv	10.00	-04	oRbp acQu	10.26	-03	oRA Séc Mv	10.12	-01	ynAGFCAMRER	10.24	-13	ygAct Dynam	14.14	-24	gEurAs Ind	9.43	-06	oAct ACnll	14.04	-03	ynRblb SF	33.09	-02	yoFidPnt	11.28	-12	gat Mm	10.87	-00	ygCan Emge	4.65	-03	ygAct CanScu	11.57	-07

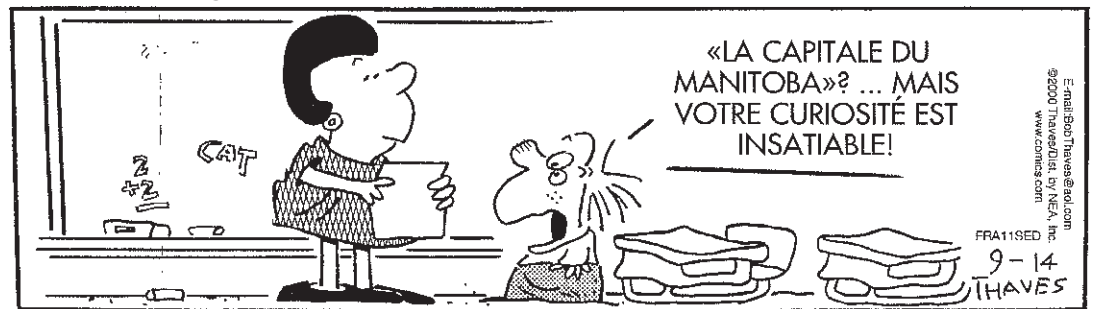
BEN



LA DÉVEINE



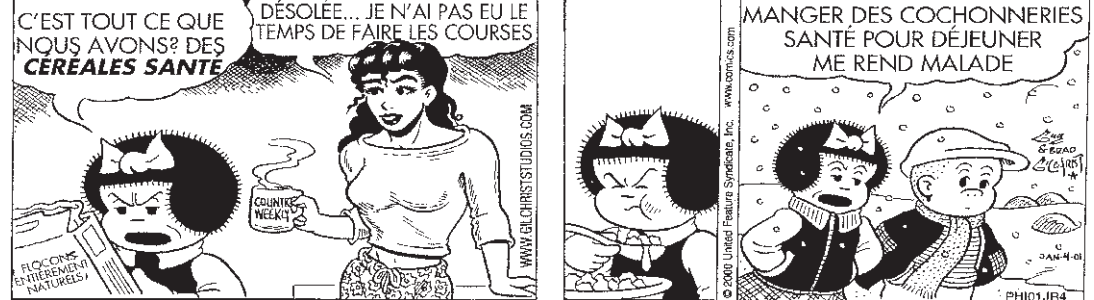
FRANK ET ERNEST



PEANUTS



PHILOMÈNE



GARFIELD



FERDINAND



LE ROMAN DE JULIE PAPINEAU / L'EXIL

- 244 -

L'interdit ne dérangea pas Amédée outre mesure. De toute façon, un commis de l'État, nommé par le gouverneur en Conseil, ne devait pas se mêler de politique. Quant à Lactance, il se fichait de cette histoire comme de l'an quarante. À part les plantes vertes et les boutures, rien ne le sortait de sa léthargie. Il avait recommencé à s'isoler et, s'il s'efforçait d'éviter les chicanes de famille, c'était de peur d'être à nouveau expédié à l'autre bout de la planète.

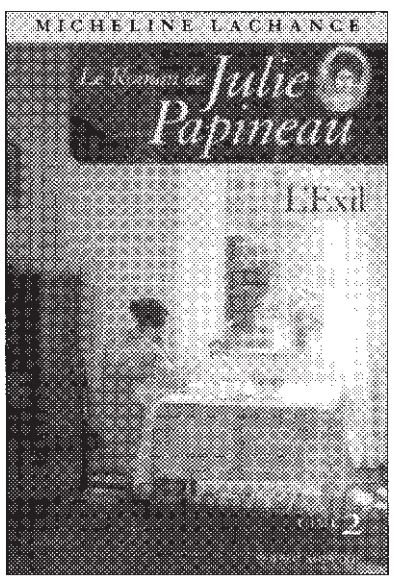
Seul Gustave refusait de désarmer. À dix-neuf ans, plus passionné encore de politique que ses frères, il ne voyait pas comment il pouvait s'occuper à autre chose qu'à blanchir le nom de son père. Son insistance exaspérait Julie lui qui reprochait de négliger sa pratique religieuse. Il s'ensuivit des discussions corsées entre la mère, obsédée par la «vocation» d'un fils, et ce dernier qui rêvait plutôt de devenir journaliste. Louis-Antoine apaisa son jeune cousin en lui promettant de l'emmener avec lui à L'Avenir, où le chef de la rédaction consentirait sans doute à lui confier un article à écrire de temps à autre.

Chapitre XLVII

La croisade de Louis-Antoine

À la Petite-Nation, loin de la grenouillère politique, Papineau recouvra sa sérénité, au fil de l'été.

L'herbe était encore humide de rosée lorsqu'au petit matin il sellait son cheval et allait au trot jusqu'au cap Bonsecours. Il laissait la bête sous le grand orme et marchait jusqu'à la pointe de terre qui surplombait l'Ouatouais. Il promenait sa lunette d'approche, un cadeau d'Amédée, sur son domaine, depuis la dense forêt jusqu'au rivage tout en bas. Ensuite, il projetait son regard au loin, sur les eaux de la rivière, s'arrêtant moment sur le bout de l'île à Roussin, où se dressait jadis la maison de son père. Seul



vestige d'une époque révolue, la cheminée blanche qui était restée longtemps debout venait d'être emportée par les glaces du printemps.

Après, c'était le rituel. Le seigneur s'affairait sur le chantier, revoyant ses plans de construction du manoir et des dépendances, toujours les mêmes: ici, la remise à calèches, là, l'écurie flanquée d'un poulailler et, au bout d'un chemin gravelé, la petite chapelle de pierre à laquelle Julie tenait tant. Plus tard, il clôturerait l'abri des animaux et planterait des pruniers et des vignes. Il avait abandonné ses velléités de fabriquer du vin de bleuets, le climat de la région ne s'y prêtait pas. Mais les projets ne manquaient pas, bien au contraire. Le bassin serait en vue, avec son jet d'eau, et l'on observerait de la galerie les baignades des canards. Les allées traverseraient les jardins saturés de fleurs qui voisineraient avec les parterres verdoyants.

Son royaume! Il en rêvait depuis si longtemps. Rien d'autre ne l'intéressait plus dans la vie. Si seulement Julie pouvait le comprendre et venir partager sa nouvelle existence de gentilhomme campagnard!

La seigneuresse était arrivée à la Petite-Nation au début de l'été avec

Ézilda et Azélie. Parfois, elle l'accompagnait au cap pour voir où en étaient les travaux. Au fil des semaines, les hommes avaient défriché le pourtour du manoir, transporté et cordé le bois sec, brûlé les vieilles souches. Papineau ne garda que les arbres sains et un bosquet pour faire un peu d'ombre, du côté du franc soleil. Ensuite il avait fait creuser les fondations - 64 pieds français de long sur 44 pieds de large -, sous les yeux admiratifs de sa femme qui succombait lentement aux charmes champêtres du domaine en voie de prendre forme. À la mi-août, le rez-de-chaussée et le premier étage étaient apparus. Le maître d'oeuvre n'avait toujours pas décidé de la forme du toit quand les pluies diluviennes étaient venues ralentir la construction et décourager Julie d'habiter un pays aussi austère. Elle n'avait pas eu de mal à convaincre ses filles de rentrer avec elle à Montréal, laissant Papineau seul avec Lactance.

À SUIVRE



© 1998, ÉDITIONS QUÉBEC AMÉRIQUE INC.

MOT MYSTÈRE

COULEURS - Un mot de 6 lettres

F A N E R E G N A R O U S S E
I N D E M O I R E E R E R U J
E A N O R R A M E N O V V R S
J E R D N I E T H I E I E I R
A I S O U R D E C M T L R N I
U P N I T B L E U A A O T F C
N E U U R U E R O D L R E R R
E C O M N I C O L O R E L A I
C N C E U N E H C H A U F R O
N A O E A A E M E R C N E O N
A N R E N I M U L N E C R U E
R I A L C D E G I E B R O G U
A M N I E F R N A A E M U E T
G U E N I S O E I I N A X U R
G L T V E S U E R R E T E R E

BAIE	EOSINE	MOIRÉE	ROCOU
BEIGE	FANER	NET	ROUGEUR
BLEU	GAIE	NEUTRE	ROUSSE
CENDRE	GARANCE	NOIRCIR	ROUX
CHENUE	INDE	NUANCE	SOURDE
CIEL	INFRAROUGE	NUER	TEINDRE
CLAIR	IRISÉE	OCRER	TERREUSE
COLORIS	JADE	OLIVE	UNI
CRÈME	JAUNE	OMNICOLORE	VERTE
DOREUR	JURER	ORANGER	VIF
EBÈNE	LOUCHE	OUTREMER	
ECARLATE	LUMINANCE	PIE	
ECRUE	MARRON	REFLET	
ENLUMINER	MAT	RHODAMINE	

Solution du dernier problème : MONARCHIE

25/01/2001

10501

LA PHRASE SECRÉTÉE

Thème: Proverbe chinois

Placez les lettres de chaque colonne dans la case appropriée de manière à former une phrase complète. Les mots sont séparés par une case noire.

S	N	E	J	D	U	R	M	D	E	U	T	O	L
U	I	R		O		E	S	T	O	R	L	A	J
O	U	R		C		I		M			N		I

Solution du dernier numéro : Notre corps est notre jardin, et notre volonté en est le jardinier

MOIS CROISÉS

www.hannequart.com

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

25 janvier 2001

Q5985

HORIZONTALEMENT

- Personne qui sert de guide ou de modèle - Groupe d'abeilles.
- Souvenir imprécis.
- Divinité - Abréviation musicale - Île de l'Atlantique.
- Drôle d'habitude - Donne de la vie - Actionné.
- Est utilisé comme anesthésique local temporaire - Huilées et frottées.
- Européenne.
- Métis né à Saint-Boniface en 1814 - Poissons d'eau douce.
- Pronom personnel - Versus - Inéptie.
- Infidèle - Pour désigner des personnes.
- Ne pas manger - Sou-chong.
- Période des chaleurs - Tissu de paille - Interjection.
- Coquille des mollusques - Approfondir.

VERTICALEMENT

- Personne qui agit pour le compte de quelqu'un d'autre - Avion.
- Reçoit de ses parents - Enlève la partie du haut de.
- Abîmer - Impasses.
- Mets recherché - Capitale de l'Arménie.

- Indique la façon - D'une ville de France.
- Groupe d'atomes - Symbole chimique - Une peur irraisonnée.
- Agent secret - Altesse royale - Symbole d'une unité d'angle.
- Scandium - Jeune fille à la sentimentalité naïve.
- Concert sous une fenêtrée - Exprime l'embarras.
- A côté du bœuf, dans la crèche - En musique, intervalle de trois degrés.
- Romains - Personnage providentiel - Hélium.
- Animal marin - Progrès de quelque chose.

SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	C	A	C	A	H	U	E	T	E	S	U
2	E	M	A	N	E	R	O	N	C	E	S
3	P	U	R	E	B	R	U	T	A	L	E
4	E	S	T	S	A	U	T	E	R		
5	N	E	O	T	T	I	E	T	R		
6	D	N	A	I	N	P	E	I	N	T	
7	A	G	I	L	E	U	S	E	T	A	
8	N	A	V	E	T	V	I	B	R	E	R
9	T	U	E	O	M	E	T	E	R	S	
10	F	L	A	N	I	T	E	N	I		
11	T	R	O	P	A	T	N	I	E	E	
12	C	E	I	L	L	E	G	A	L	R	

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

Q5984

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

25 janvier 2001

Page D16 manquante